SENATE | SÉNAT
CANADA

SITUATION DES DROITS DE LA PERSONNE AU VIETNAM

2019
2020

BUREAU DU SÉNATEUR
THANH HAI NGO

1

L'image de la page couverture provient d'une photo prise lors d'une manifestation contre la Chine tenue à Hanoï. Elle a été retouchée au moyen d'outils numériques pour mettre le policier vietnamien en évidence. Cette image retouchée représente les distorsions associées aux médias vietnamiens et la censure exercée par le gouvernement du Vietnam.

Mot du sénateur

L'Honorable sénateur
Thanh Hai Ngo

Les relations entre le Canada et le Vietnam se sont avérées solides dans les périodes difficiles. En tant que représentant du gouvernement canadien, je m'efforce d'attirer l'attention des gens sur les difficultés auxquelles les Canadiens d'origine vietnamienne font face, de même que sur leurs victoires. En 2015, j'ai présenté le projet de loi S-219, Loi sur la Journée du Parcours vers la liberté. Cette journée est célébrée chaque année, le 30 avril. Elle commémore le parcours périlleux entrepris par des centaines et des milliers de réfugiés vietnamiens et célèbre le rôle humanitaire qu'a joué le Canada durant cette période. La recherche de liberté et d'égalité a été une longue et périlleuse traversée pour les réfugiés vietnamiens, que notre pays a accueillis à bras ouverts. Grâce au soutien indéfectible et à la gentillesse des Canadiens, la communauté vietnamienne a connu une croissance et a prospéré, et nul doute que cela continuera au cours des années à venir.

Chaque été, mon bureau accueille des stagiaires de communautés vietnamiennes de l'ensemble du pays pour la publication d'un rapport annuel sur la situation des droits de la personne au Vietnam. Dans le cadre de ce stage, mon objectif consiste à inciter nos jeunes à explorer leur patrimoine, à participer activement à la vie politique et à sensibiliser les gens aux questions des droits de la personne partout dans le monde. Je suis fier de présenter l'édition de 2019-2020 du Rapport sur la situation des droits de la personne au Vietnam. J'aimerais remercier mes stagiaires, Brian Huynh, Michelle La, An Pham, Sophia Tran, To-Yen Tran et Vinh To, du travail de recherche, de rédaction et de conception qu'ils ont accompli avec dévouement et qui a mené à la production du rapport.

J'espère que la lecture de ce rapport exhaustif vous inspirera et inspirera de nombreux autres Canadiens à défendre les droits de la personne dans un contexte tant canadien qu'international. Ensemble, nous pouvons parler pour les gens qui ne peuvent pas se faire entendre.

Message des stagiaires

Les stagiaires

(de gauche à droite)
An Pham, Sophia Tran,
Vinh To, Brian Huynh,
Michelle La et
To-Yen Tran

Notre équipe se compose de six jeunes étudiants canadiens d'origine vietnamienne. Nous venons de régions, de milieux et de domaines d'études différents. Pendant les deux mois de notre stage, nous avons approfondi nos connaissances sur la crise des droits de la personne au Vietnam. Nous avons rassemblé – pendant nos recherches, la conception du rapport et sa rédaction – les enjeux qui sont, selon nous, les plus pressants au Vietnam actuellement.

Nous espérons que les lecteurs sauront voir au-delà de l'attrait matérialiste grandissant du Vietnam pour mieux comprendre les problèmes sous-jacents qui doivent être réglés. En effet, le combat pour le respect des droits de la personne au Vietnam n'est toujours pas gagné, et les améliorations sont rares, voire inexistantes.

Nous lançons donc un appel non seulement aux Canadiens de partout au pays, mais aussi aux jeunes. Nous encourageons les jeunes à s'engager activement dans leur collectivité, à explorer leurs racines familiales et à mieux comprendre les enjeux liés aux droits et libertés fondamentaux. Aucun geste n'est trop petit : ensemble, nous pouvons bâtir un avenir meilleur pour ce monde qui est le nôtre.

TABLE DES MATIÈRES

MOT DU SÉNATEUR 3

MOT DES STAGIAIRES 4

INTRODUCTION 5

ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX PRINCIPAUX: PTPGP + EPU 6

LIBERTÉ D'EXPRESSION : LOI SUR LA CYBERSÉCURITÉ 25

MANIFESTATION CONTRE LE BAIL DE 99 ANS ET CONFLIT DE LA MER DE CHINE MÉRIDIONALE 41

LA LIBERTÉ DE RELIGION : LE CAS DES RÉFUGIÉS MONTAGNARDS 51

CODE PÉNAL 68

PRISONNIERS POLITIQUES 74

CONCLUSION 77

BIBLIOGRAPHIE 78

NOTES EN FIN DE TEXTE 81

Introduction

Les principes des droits de la personne reposent sur l'idée selon laquelle toute personne, sans égard à la race, au sexe, à la langue, à la religion ou à toute autre situation, a droit aux libertés fondamentales et à la dignité humaine sans préjudice ni discrimination. Les droits universels de la personne établissent des obligations et des normes importantes pour tous les gouvernements. Ils énoncent des libertés fondamentales qui doivent être respectées et protégées à l'échelle nationale et internationale.

Ces dernières années, la qualité de vie et la situation économique au Vietnam n'ont cessé de s'améliorer; cependant, l'économie ne devrait pas être la principale priorité du gouvernement. De toute évidence, dans le dossier des droits de la personne, le gouvernement vietnamien a manqué à ses obligations envers son peuple.

Ce rapport porte sur quatre droits fondamentaux de la personne et la manière dont le gouvernement vietnamien les viole. Dans le premier chapitre, en décrivant des événements internationaux importants, le rapport met en lumière les façons dont, comme le gouvernement vietnamien, le Canada et la communauté internationale ont laissé tomber le Vietnam. Le deuxième chapitre porte sur la liberté d'expression et montrera comment l'État est passé des moyens traditionnels de répression au monde numérique en imposant des restrictions sur l'utilisation d'Internet et des médias sociaux. Le troisième chapitre porte sur la liberté de réunion et traitera de la manifestation contre le bail de 99 ans et du conflit de la mer de Chine méridionale, dans le contexte de la lutte que mène le peuple vietnamien pour éviter que son pays se retrouve entre des mains étrangères. Enfin, le quatrième chapitre porte sur la liberté de religion au Vietnam, et plus précisément sur le cas des Montagnards et la manière épouvantable dont le gouvernement vietnamien traite ce groupe spécifique.

Événements internationaux importants:
PTPGP + EPU

2 Réunion de la commission du PTPGP à Tokyo, le 19 janvier 2019

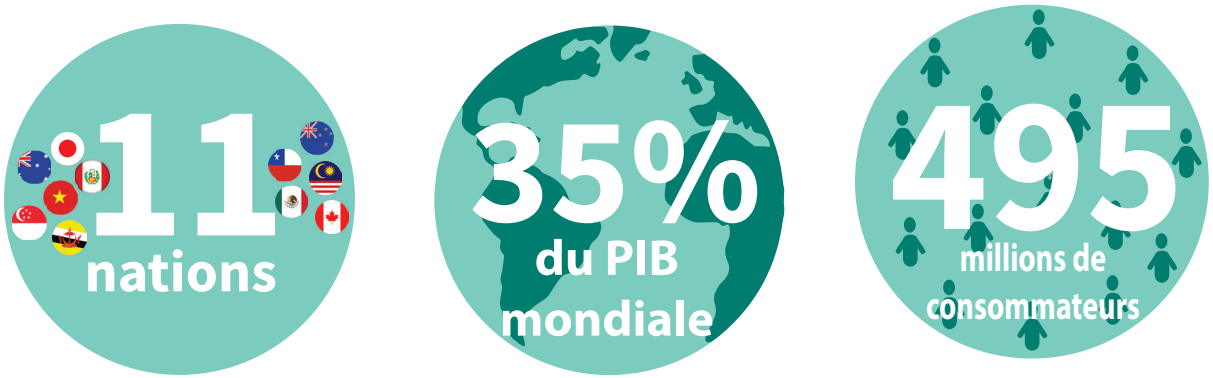
Événements internationaux importants

Au cours de la dernière année, la communauté internationale a porté une attention accrue à la situation des droits de la personne au Vietnam; certains acteurs critiquent la détérioration de la situation, tandis que d'autres n'y accordent pas d'importance. L'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), qui a été ratifié à la fin de décembre 2018, a abouti à l'obtention de garanties de la part du gouvernement vietnamien concernant la protection des droits dans le domaine du travail, l'adoption de mesures législatives sur la cybersécurité qui sont justes et la mise en place de mécanismes internes de règlement des différends applicables. Cependant, dans le cadre d'accords bilatéraux entre le Canada et le Vietnam, le Vietnam n'a pas à se conformer aux sections de l'accord avant plusieurs années. En outre, l'Examen périodique universel (EPU), le dernier ayant été mené en janvier 2019, a critiqué à juste titre le régime des droits de la personne du Vietnam, mais le gouvernement communiste n'a pratiquement pas tenu compte des recommandations. Le présent chapitre traitera du PTPGP, de l'EPU et de leurs conséquences sur la situation des droits de la personne au Vietnam.

L'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste

Qu'est-ce que le PTPGP?[1]

L'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste est un accord de libre-échange entre le Canada et 10 autres pays de la région Asie-Pacifique. Il a été signé le 8 mars 2018 et est entré en vigueur le 30 décembre 2018 au Canada, en Australie, au Japon, au Mexique, en Nouvelle-Zélande et à Singapour. Il est entré en vigueur au Vietnam le 14 janvier 2019. Bon nombre de pays ont signé, en plus du texte de l'Accord de PTPGP, des lettres d'accompagnement bilatérales qui sont entrées en vigueur en même temps que le PTPGP.



3
Signature de l'accord commercial multilatéral, le PTPGP, à Santiago, au Chili, le 8 mars 2018.

Qu'est-ce qu'un accord de libre-échange? Quels en sont les avantages?

Un accord de libre-échange (ALE) est un accord que concluent des pays pour réduire les barrières commerciales et éliminer les tarifs douaniers, qui sont des taxes prélevées sur certains produits importés ou exportés2. Le PTPGP est un accord de libre-échange multilatéral : un accord de libre-échange entre différents pays. L'objectif de l'ALE est de créer un marché international ouvert et concurrentiel.

En plus du PTPGP, le Canada a signé trois autres accords de libre-échange multilatéraux : l'ALENA, avec les États-Unis et le Mexique; l'ALECA, avec l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse; et l'AECG avec les 28 États membres de l'Union européenne. Le Canada est également en voie de ratifier l'ACEUM, qui remplace l'ALENA, avec les États-Unis et le Mexique.

Les accords de libre-échange : un levier de prospérité économique[3]

« Partout au pays, on entend souvent l'affirmation suivante : "le Canada est une nation commer-çante". Même si cette affirmation semble être devenue un lieu commun, il ne faut pas en sous-estimer la signification. Les exportations et les importations de biens et de services représentent plus de 60 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada, qui compte plus de 43 000 entreprises exportatrices et où l'on estime qu'environ un emploi sur cinq est directement ou indirectement lié aux exportations. Le commerce est indispensable à la prospérité économique du Canada. »

LETTRES D'ACCOMPAGNEMENT DES ENTENTES[3] CANADA-VIETNAM

Qu'est-ce qu'une lettre d'accompagnement?

Une lettre d'accompagnement est un accord juridique entre deux pays, distinct du texte multilatéral du PTPGP. Les lettres d'accompagnement sont juridiquement contraignantes et, si elles ne sont pas respectées, elles sont exécutoires grâce au processus de règlement des différends prévu au chapitre 28 du PTPGP. Les lettres d'accompagnement constituent des ententes communes sur la mise en œuvre de chapitres ou de parties précises du [LV3] PTPGP. Le Canada a signé des lettres d'accompagnement avec tous les pays du PTPGP, mais la majorité de ses lettres concernent le Vietnam.

Qu'est-ce que la lettre d'accompagnement Canada-Vietnam sur les droits dans le domaine du travail?

Le 8 mars 2018, le ministre du Commerce international du Canada, l'honorable Francois-Philippe Champagne, a accepté une lettre d'accompagnement sur la main-d'œuvre envoyée par le ministre de l'Industrie et du Commerce du Vietnam, Tran Tuan Anh.

Lettre d'accompagnement sur la main d'oeuvre[5]

« Lettre de Son Excellence Tran Tuan Anh
Le 8 mars 2018

L'honorable François-Philippe Champagne
Ministre du Commerce international
Canada

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de la signature en ce jour de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (l'Accord), j'ai l'honneur de confirmer que le Gouvernement de la République Socialiste du Viet Nam (le Viet Nam) et le Gouvernement du Canada se sont entendus sur la compréhension commune suivante en ce qui concerne la relation entre le chapitre 19 (Travail) et le chapitre 28 (Règlement des différends) de l'Accord :

À compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord pour le Viet Nam, le Viet Nam s'acquitte pleinement des obligations au titre du chapitre 19 (Travail).

Si le Canada recourt à la procédure de règlement des différends du chapitre 28 (Règlement des différends) à l'égard de toute mesure incompatible avec les obligations prévues au chapitre 19 (Travail), le Canada s'abstient de chercher à suspendre les avantages visés à l'article 28.20 (Non-application – Compensation et suspension d'avantages) du chapitre 28 (Règlement des différends) pendant une période de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord pour le Viet Nam.

Si le Canada recourt à la procédure de règlement des différends du chapitre 28 (Règlement des différends) à l'égard de toute mesure incompatible avec les obligations prévues au paragraphe 1a) de l'article 19.3 (Droits dans le domaine du travail) du chapitre 19 (Travail), le Canada s'abstient de chercher à suspendre les avantages visés à l'article 28.20 (Non-application – Compensation et suspension d'avantages) du chapitre 28 (Règlement des différends) pendant une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord pour le Viet Nam.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 19.12 (Conseil du travail) du chapitre 19 (Travail), après le cinquième anniversaire et avant le septième anniversaire de la date d'entrée en vigueur de l'Accord pour le Viet Nam, toute question soulevée au titre du paragraphe 3 est examinée conformément à l'article 19.12 (Conseil du travail) du chapitre 19 (Travail). La présente disposition est sans préjudice des droits et obligations des deux Parties au titre de l'Accord.

J'ai en outre l'honneur de proposer que la présente lettre et votre lettre en réponse à celle-ci, dont les versions française et anglaise font également foi, confirmant que votre Gouvernement souscrit à ce qui précède, constituent un accord entre nos deux gouvernements, lequel entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord entre le Viet Nam et le Canada.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Son Excellence Tran Tuan Anh
Ministre de l'Industrie et du Commerce
République Socialiste du Viet Nam ».

Le 8 mars 2018, l'honorable François-Philippe Champagne a eu l'honneur de confirmer la réception de la lettre d'accompagnement au nom du gouvernement du Canada.

Pour comprendre le contenu de la lettre, il faut d'abord comprendre les chapitres 19 et 28 du PTPGP.

4
Ando International, une entreprise vietnamienne de confection de 900 employés, à Hô Chi Minh-Ville.

Qu'est-ce que le chapitre 19?

Le chapitre 19 porte sur les lois et les règlements et se fonde sur la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi de 1998 de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Les 11 pays signataires du PTPGP sont également membres de l'OIT.[6]

Le chapitre 19 garantit de nombreux droits pour les travailleurs et des protections spéciales pour les droits énumérés ci dessous. De plus, l'accord interdit aux parties d'affaiblir des droits nationaux dans le domaine du travail pour favoriser l'investissement et le commerce; favorise l'adoption d'initiatives de responsabilité sociale des sociétés liées au travail; et permet aux pays de demander l'ouverture d'un dialogue sur le droit du travail et d'entamer des consultations dans le domaine du travail avec d'autres pays. L'article 19.3 est particulièrement important.[7]

Droits importants dans le domaine du travail[8]

- Liberté d'association et droit de négociation collective
- Élimination de toute forme de travail obligatoire
- Abolition of child labour
- Abolition du travail des enfants et élimination de la discrimination en milieu de travail

Article 19.3[9]

L'article 19.3 garantit deux choses pour tous les pays signataires du PTPGP. Le paragraphe 1 prévoit que tous les pays garantissent les droits suivants : liberté d'association et reconnaissance du droit de négociation collective; élimination du travail forcé ou obligatoire; abolition du travail des enfants; et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Le paragraphe 2 prévoit que les pays maintiennent des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum, les heures de travail ainsi que la santé et la sécurité au travail.

La troisième partie de la lettre d'accompagnement Canada-Vietnam sur les droits dans le domaine du travail exempte le Vietnam de l'obligation de se conformer au paragraphe 1a) de l'article 19.3, ou de garantir la liberté d'association et le droit de négociation collective.

Sénateur Ngo, séance du Comité des affaires étrangères et du commerce international[10]

« Le sénateur Ngo : [...] il n'y a pas de liberté d'association ni d'assemblée pacifique au Vietnam [...]. Pouvez-vous nous expliquer exactement en quoi cet accord contribue à l'amélioration des lois du travail au Vietnam? »

M. Christie : [...] Les autres parties à l'accord octroieront [...] au Vietnam, par une lettre, une période de grâce supplémentaire de trois ans. Pendant cette période [...], nous n'imposerons pas de sanctions économiques au gouvernement du Vietnam s'il ne respecte pas toutes les modalités de l'accord.

5-6 Au Vietnam, le salaire horaire moyen dans les usines et dans le domaine de fabrication est légèrement inférieur à 2 $ CA.

Qu'est-ce que le chapitre 28?

Le chapitre 28 prévoit un processus permettant aux gouvernements de régler des différends découlant de la mise en œuvre du PTPGP. On y précise également les critères pour l'établissement de mesures de protection des intérêts en matière de sécurité nationale ou de protections provisoires sur des transferts. Ce processus vise à rendre le système commercial international plus juste et prévisible pour les entreprises.

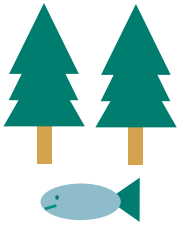
La lettre d'accompagnement Canada-Vietnam sur les droits dans le domaine du travail mentionne l'article 20 du chapitre 28 en particulier. L'article 20 permet aux pays de suspendre les avantages qu'ils accordent à un autre pays si une entente sur une compensation n'a pas été conclue au moyen des mécanismes de règlement des différends établis au chapitre 28. Les avantages sont des réductions tarifaires. Dans le cadre du PTPGP, chaque pays signataire obtient des réductions tarifaires de tous les autres. Les avantages que le Canada accordera aux pays du PTPGP, lors de la mise en œuvre complète, sont indiqués ci dessous.

Réduction des tarifs canadiens pour les pays du PTPGP[11]

Voici ce que le Canada accordera aux autres pays du PTPGP concernant les réductions tarifaires lorsque l'accord sera entièrement mis en œuvre :

94 % pour les exportations de produits agricoles

99 % pour les exportations de produits industriels



100 % pour les exportations de produits forestiers, de poissons et de produits de la mer

99 % de tous les tarifs entre les membres du PTPGP seront éliminés

Si des avantages sont retirés à la suite du processus de règlement des différends prévu au chapitre 28, le pays contrevenant est privé de ces avantages, et les barrières commerciales et les tarifs douaniers sont remis en place.

Pourquoi la lettre d'accompagnement pose-t-elle problème?

Dans la partie 1 de la lettre, le Vietnam promet de mettre en œuvre l'ensemble du chapitre 19 lorsqu'il ratifiera le PTPGP. La partie 2 de la lettre interdit au Canada, pendant une période de trois ans, de suspendre des avantages s'il a recours à la procédure de règlement des différends prévue au chapitre 28 pour le non-respect du chapitre 19. La partie 3 stipule que le Canada ne suspendra pas des avantages s'il a recours à la procédure de règlement des différends prévue au chapitre 28 en cas de non-respect du paragraphe 1a) de l'article 3 du chapitre 19 pour une période allant jusqu'à cinq ans.

Autrement dit, le Vietnam peut enfreindre l'ensemble du chapitre 19 du PTPGP sans en subir de répercussions pendant jusqu'à trois ans et peut refuser de mettre en œuvre le droit à la liberté d'association, l'élimination du travail obligatoire, l'abolition du travail des enfants et l'élimination de la discrimination pour une période allant jusqu'à cinq ans.

Essentiellement, la lettre d'accompagnement permet au Vietnam de restreindre les droits du travail de ses citoyens tout en récoltant les fruits du libre-échange international. Compte tenu de cette lettre, on pourrait soutenir que le gouvernement canadien est complice des violations de droits de la personne reconnus à l'échelle internationale que commet le Vietnam à des fins économiques.

Des représentants commerciaux canadiens avancent l'argument selon lequel le gouvernement vietnamien a besoin de plus de temps pour mettre en œuvre les droits dans le domaine du travail. Cependant, il ne devrait pas falloir cinq ans au gouvernement vietnamien pour respecter les droits fondamentaux dans ce domaine, comme la prévention du travail des enfants et du travail obligatoire. Un problème encore plus grave, c'est qu'au Canada et ailleurs dans le monde, on n'est pas au courant de la situation horrible des droits dans le domaine du travail au Vietnam.

Sénateur Ngo, séance du Comité des affaires étrangères et du commerce international[12]

« Le sénateur Ngo : [...] il y a de mauvaises conditions de travail au Vietnam parce que l'entente, selon des témoins, a détérioré les conditions de travail de base. Pensez-vous que le processus de règlement des différends qui est en place nous fournira assez d'outils pour renforcer les normes? […] »

M. Agnew : [...] nous n'avons pas encore comparé la législation nationale avec le texte en fonction d'un critère décisif, alors je ne peux pas en parler en détail. […]

M. Campbell : […] Je n'en connais pas assez sur les questions précises que vous avez soulevées […].

7
Une coalition d'organisations vietnamiennes et internationales a présenté un mémoire à l'ONU pour l'EPU de janvier 2019.

Qu'est-ce que l'Examen périodique universel?

L'Examen périodique universel (EPU) consiste à passer en revue périodiquement les réalisations des 193 États membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en ce qui concerne les droits de la personne. Il a été mis en place après les réformes de 2005 du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Le but de l'EPU est d'améliorer la situation des droits de la personne dans tous les pays et d'intervenir contre les violations de ces droits13.

Chaque État membre de l'ONU fait l'objet d'un examen tous les quatre ans et demi par tous les autres États membres pour faire en sorte que chacun soit traité de façon équitable. L'EPU du Canada a été mené au milieu de 2018, et celui du Vietnam, plus récemment, soit en janvier 2019.[14]

Déclaration du sénateur Ngo sur l'EPU

« L'examen périodique universel auquel sera bientôt soumis le Vietnam offre au Canada une occasion importante d'adopter une position plus ferme relativement à la terrible situation des droits de la personne au Vietnam. Dans ce pays, les droits civils et politiques fondamentaux, dont la liberté d'expression, d'association et de réunion publique pacifique, continuent d'être considérablement restreints. Pas plus tard qu'en 2018, plus de 100 activistes pacifiques et défenseurs des droits de la personne connus ont été arrêtés et se sont fait imposer de lourdes peines d'emprisonnement pour avoir exercé leur liberté d'expression. »

Quelles étaient les recommandations du Canada?

Le Canada a présenté au Vietnam 14 recommandations clés sur ses pratiques actuelles en matière de droits de la personne. Ces recommandations sont englobantes. On y critique le manque de transparence du système de justice, l'absence de médias libres et indépendants et le manque de mesures de protection contre la violence faite aux femmes.

1 Action minimale
2 Action de continuité
3 Action de considérer
4 Action générale
5 Action spécifique

Scannez le code QR avec votre téléphone pour voir les recommandations du Canada au Vietnam dans le cadre de l'examen périodique universel.

Table of Canada's Recommendations[15]

Recommendation	Réponse	Action	Thème	Cycle
1	Soutenue	5	Liberté d'opinion et d'expression	1
2	Notée	5	Corruption	1
3	Notée	5	Détention	1
4	Notée	5	Justice	1
5	Notée	5	Liberté de la presse	1
6	Notée	5	Procédures spéciales	1
7	Notée	5	Détention	1
8	Notée	5	• Liberté d'opinion et d'expression • Instruments internationaux	1
9	Notée	4	• Droits civils politiques • Instruments internationaux	1
10	Soutenue	5	Droits des femmes	2
11	Soutenue	4	• Détention • Justice	2
12	Soutenue	4	Liberté de religion et de croyance	2
13	Soutenue	5	• Liberté d'opinion et d'expression • Instruments internationaux	2
14	Notée	3	• Société civile • Technical assistance and cooperation	2

Quelles étaient les recommandations internationales?[16]

La recommandation de la communauté internationale portait sur plusieurs questions différentes.

- Système judiciaire équitable et indépendant;
- création d'institutions et de mécanismes nationaux des droits de la personne;
- discrimination et violence contre les femmes;
- droits économiques, sociaux et culturels;
- élimination ou réduction du nombre de crimes menant à la peine de mort;
- liberté de pensée, de conscience, de religion et d'expression et d'opinion;
- droit à l'éducation.

Quelle a été la réaction du gouvernement vietnamien?

Bien que le Vietnam doive prendre acte de chacune des 14 recommandations, il n'a pas à y donner suite. Pour plusieurs des recommandations clés du Canada, comme la recommandation 14, le gouvernement vietnamien a refusé de prendre des mesures.

Qu'est-ce qui ne va pas avec l'EPU?

Le problème, c'est que les recommandations ne sont pas exécutoires. S'il est important de critiquer le régime actuel et d'encourager le Vietnam à améliorer sa situation au chapitre des droits de la personne, les paroles ne suffisent pas. La participation à l'EPU ne soustrait pas un État à sa responsabilité de continuer de faire pression sur le gouvernement vietnamien au sujet de son bilan désastreux en matière de droits de la personne.

Conclusion

Le PTPGP et l'EPU sont deux outils importants pour intégrer le Vietnam dans l'ordre international et exercer des pressions sur le pays afin qu'il respecte les libertés et les droits fondamentaux de ses citoyens. Or, comme ce chapitre l'a montré, il ne suffit pas d'espérer que les choses changent. Le Canada continue de fermer les yeux sur les violations des droits de la personne perpétrées au Vietnam par suite des lettres d'accompagnement du PTPGP sur la main-d'œuvre et le commerce électronique ainsi que de son approche timide concernant le bilan du Vietnam en matière de droits de la personne dans le cadre de l'EPU. Si la communauté internationale continue de contribuer à la croissance de l'économie vietnamienne sans imposer de réelles conséquences pour les violations des droits de la personne commises par le Vietnam, la situation ne changera pas.

Liberté d'expression :
Loi sur la
cybersécurité

8 Utilisateurs de téléphones intelligents dans un parc, à Hanoï.

Liberté d'expression : Loi sur la cybersécurité

Ces dernières années, la technologie et les médias sociaux sont devenus des outils essentiels pour la recherche, la communication, l'éducation et le divertissement. De plus en plus de gens utilisent des plateformes en ligne, notamment Facebook, Twitter et Google, pour diffuser leurs points de vue personnels à un public pratiquement infini. Au début de 2019, le Vietnam a adopté une loi sur la cybersécurité qui vise à restreindre et à surveiller considérablement toutes les activités en ligne au pays17. Il arrive maintenant régulièrement que des militants vietnamiens soient arrêtés et soumis à des sanctions sévères pour avoir exprimé pacifiquement leurs convictions sur le Web18. Ce chapitre traite des conséquences de la Loi sur la cybersécurité susmentionnée, des restrictions sur l'utilisation d'Internet qu'elle impose et de ses répercussions sur la Fraternité pour la démocratie, une organisation militante influente au Vietnam.

Quelles sont les restrictions à Internet au Vietnam?

Au Vietnam, 64 millions de personnes ont accès à Internet sur une population de 97 millions.

À l'heure actuelle, le pays occupe le 14e rang dans le monde au chapitre du nombre d'internautes, avec une croissance de 32 % depuis l'an 2000.[19]

avec accès à l'internet

sans accès à l'internet

Les privilèges d'Internet s'accompagnent de plusieurs stipulations imposées par le Parti communiste du Vietnam (PCV). Les règles prévoient que tous les médias imprimés, électroniques et sociaux sont soumis à l'autorité légale du PCV.[20] Afin de surveiller efficacement tous les types d'activités en ligne, seul un nombre limité de fournisseurs de services Internet (FSI) sont accessibles au public.[21] Ces plateformes sont contrôlées par le PCV, et les autorités ont un accès direct à toute information qui est affichée par l'intermédiaire de ces fournisseurs. En outre, ces règles interdisent strictement l'utilisation ou l'établissement de tout média privé et indépendant. [22] Tout message privé est facilement intercepté et peut être utilisé contre les utilisateurs s'ils sont arrêtés.

Au Vietnam, trois services principaux sont chargés de la gestion et de la surveillance de l'activité des internautes:[23]

- Le Centre d'information sur le réseau Internet du Vietnam
- le ministère de la Sécurité publique
- le ministère de la Culture, du Sport et du Tourisme

La pratique de l'interception de renseignements privés n'est pas transparente dans une large mesure; le public ne peut pas accéder facilement aux mandats créés par le PCV.[24]

Ces dispositions sont appliquées pour empêcher la formation d'organisations de défense des droits de la personne ou d'associations politiques qui pourraient contester le pouvoir de l'État.

Les militants en ligne sont souvent victimes de harcèlement, de surveillance intrusive, de peines de détention à domicile, d'interdictions de voyager, de détention et d'interrogatoire arbitraires.[25]

En raison de la surveillance constante de l'activité des citoyens sur Internet, la création de sites Web, de commentaires ou de blogues délicats sur le plan politique a des répercussions instantanées. Tout contenu jugé inacceptable par l'État est immédiatement retiré par les FSI conformément aux directives du gouvernement.

Quels sont les effets des restrictions sur les nouvelles et les médias?

En plus de la surveillance perpétuelle de l'activité en ligne, l'accès à plusieurs sources médiatiques est bloqué. Il est impossible d'accéder à des documentaires et à des films associés à des incidents relatifs aux droits de la personne, comme la guerre du Vietnam, la Guerre Froide, l'ère soviétique ou tout événement qui s'est produit en Chine par l'intermédiaire des FSI disponibles.[26] . Les médias étrangers se voient continuellement refuser des visas si leurs reporters sont reconnus pour couvrir des sujets politiques sensibles, et certains reporters sont même refoulés dans les aéroports même s'ils ont un visa d'entrée valide. Peu de temps après la publication de nouvelles, le PCV intervient pour les modifier, en censurant toute information pouvant être controversée.[27] Le contenu non approuvé comprend tout ce qui critique les dirigeants du gouvernement ou fait la promotion du pluralisme politique ou de la démocratie multipartite. Les journalistes responsables de ces histoires provocantes sont punis et harcelés par le PCV.[28] Malgré ces sanctions, Internet devient de plus en plus une source principale de communication.[29]

Plus de 50 % de la population vietnamienne utilise Internet activement. On s'attend à ce que cette proportion augmente à 75 % d'ici 2023.[30]

Qu'est-ce que la nouvelle Loi sur la cybersécurité?

Le 12 juin 2018, l'Assemblée nationale du Vietnam a adopté une nouvelle loi sur la cybersécurité qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2019. Récemment mise en œuvre, cette loi est destinée à renforcer les restrictions précédentes sur les activités en ligne.[31] I. Elle stipule explicitement que « fournir de l'information mensongère, dénaturée, diffamatoire ou de l'information qui pourrait nuire à la réputation d'un organisme ou à l'honneur et à la dignité d'un individu » est interdit et punissable par la loi.[32] Au bout du compte, elle interdit l'utilisation du cyberespace pour mener des activités qui pourraient perturber la sécurité nationale ou l'ordre public, ou nuire à la réputation de toute organisation appartenant à l'État. La violation de l'une ou l'autre de ces dispositions entraîne souvent l'imposition de sanctions injustifiées.

Tous les FSI sont maintenant obligés de stocker les données des utilisateurs au Vietnam. Ils sont responsables de la collecte, de l'utilisation et du traitement des données des utilisateurs, ce qui inclut tout renseignement personnel ou privé.[33] Tous les services étrangers doivent établir un bureau de représentation au Vietnam et sont responsables du contrôle du contenu accédé et utilisé sur leurs services.[34]

Depuis sa promulgation, la Loi sur la cybersécurité a mené à un certain nombre d'arrestations arbitraires. Bon nombre des dispositions sont trop larges ou vagues. Par exemple, les dispositions fréquemment utilisées de l'article 118, qui interdit de « perturber la sécurité nationale », et de l'article 331, qui interdit « l'abus de la liberté démocratique pour porter atteinte aux intérêts de l'État », peuvent être utilisées facilement pour accuser sans fondement des militants d'avoir commis des violations.[35] Plusieurs journalistes, blogueurs et militants de la liberté d'expression ont été victimes de ces nouvelles règles et ont été accusés de crime pour des raisons généralement ambiguës. Les citoyens craignent que les géants de la technologie, dont Facebook et Google, choisissent de se conformer à ces règles pour ne pas perdre de la clientèle dans une région où le marché des médias sociaux est en plein essor. L'objectif d'une loi sur la cybersécurité est de réduire les risques de cybermenaces pour les services essentiels du pays.[36] Cependant, la nouvelle loi du Vietnam est extrêmement problématique et contradictoire. Ces nouvelles dispositions nuiront aux investissements, contreviendront aux engagements commerciaux et mettront en péril la récente croissance économique du pays.

9 Mai Khoi est chanteuse et défend la liberté d'expression. Elle prend la parole au Oslo Freedom Forum (une conférence mondiale sur la promotion des droits de la personne) en 2018.

Clare Algar, directrice des Opérations mondiales d'Amnistie internationales[37]

« Au regard des vastes pouvoirs que la loi confère au gouvernement pour surveiller les activités en ligne, ce vote signifie qu'il n'y a plus de lieu sûr au Vietnam où les gens pourront s'exprimer librement. »

Lettres d'accompagnement des ententes entre le Canada et le Vietnam sur le Commerce électronique

Lettre à l'honorable François-Philippe Champagne

8 mars 2018

L'honorable François-Philippe Champagne
Ministre du Commerce international
Canada

Dear Minister,

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de la signature en ce jour de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (l'« Accord »), j'ai l'honneur de confirmer l'accord suivant conclu entre le Gouvernement de la République Socialiste du Viet Nam (Viet Nam) et le Gouvernement du Canada en matière de commerce électronique :

Les deux pays poursuivront les consultations sur la coopération en vue de la mise en œuvre de la Loi sur la cybersécurité du Viet Nam ou de la législation connexe concernant la cybersécurité afin d'assurer leur compatibilité avec l'Accord.

Nonobstant le paragraphe 2 de l'article 14.18 (Règlement des différends) du chapitre 14 (Commerce électronique) de l'Accord, le Canada s'abstiendra de recourir au chapitre 28 (Règlement des différends) de l'Accord à l'égard des mesures adoptées ou maintenues conformément à la Loi sur la cybersécurité du Viet Nam ou à la législation connexe concernant la cybersécurité qui pourraient être en violation de l'obligation fondée sur l'article 14.11 (Transfert transfrontières de renseignements par voie électronique) et l'article 14.13 (Emplacement des installations informatiques) du chapitre 14 (Commerce électronique) de l'Accord pendant une période de cinq ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord pour le Viet Nam.

J'ai également l'honneur de proposer que la présente lettre et votre lettre de confirmation en réponse à celle-ci, dont les versions française et anglaise font également foi, constituent un accord entre nos deux gouvernements, lequel entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord pour le Viet Nam et le Canada.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

S. E. Tran Tuan Anh
Ministre de l'Industrie et du Commerce
République Socialiste du Viet Nam

Le 8 mars 2018, l'honorable François-Philippe Champagne a eu l'honneur de confirmer la réception de la lettre d'accompagnement au nom du gouvernement du Canada.

Qu'est-ce que la lettre d'accompagnement Canada-Vietnam sur le commerce électronique?

Le chapitre 14 du PTPGP concerne des règlements relatifs au commerce électronique. Il contient de nombreuses dispositions : il est interdit de créer des « produits numériques » dans un autre État; le transfert transfrontière d'information est prévu; et les membres ne peuvent pas être contraints de faire des affaires dans d'autres États. De plus, il est interdit d'exiger d'un autre État membre le transfert de codes sources.[38] Toutefois, le Vietnam met à l'épreuve la liberté de ce marché numérique. La Loi sur la cybersécurité oblige des entreprises étrangères à stocker les données des utilisateurs vietnamiens, ce qui est contraire à l'exigence du PTPGP en matière de transfert transfrontière ouvert d'information.[39] Dans ce cas, le Vietnam ne respecte pas les normes internationales de cybersécurité qui se sont déjà avérées efficaces. Ces décisions poseront des problèmes, car de nombreuses entreprises ne seront pas en mesure de lutter adéquatement contre des cyberattaques.

En outre, l'article 14.13 du PTPGP interdit le déplacement forcé d'entreprises dans le territoire pour faire des affaires au Vietnam.[40] Pourtant l'article 26.3 de la Loi sur la cybersécurité impose l'hébergement de données locales aux entreprises qui fournissent certains services Internet.[41] En raison de ces divergences, le Vietnam s'est soustrait à ses obligations découlant de l'article 14.13 par une série de lettres d'accompagnement établies avec d'autres pays participants.[42] Cette exemption permet au Vietnam de se soustraire à certaines dispositions du PTPGP pendant cinq ans et d'appliquer sa Loi sur la cybersécurité légalement. Non seulement le Vietnam enfreint le PTPGP, mais il agit à l'encontre des règles de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Accord de libre-échange entre le Vietnam et l'Union européenne (l'EVFTA).[43]

10 Procès de Nguyen Van Dai, membre de la Fraternité pour la démocratie, le 5 avril 2018.

Qu'est-ce que la Fraternité pour la démocratie?

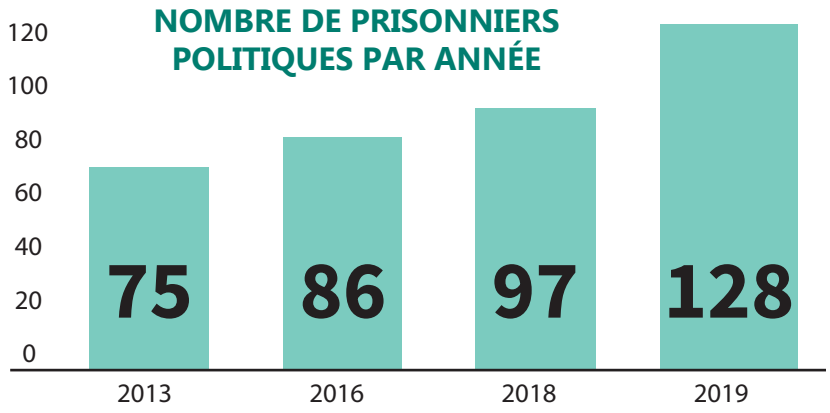
La Fraternité pour la démocratie (FPD) est une association en ligne de défenseurs de la démocratie et des droits de la personne au Vietnam exceptionnelle.[44] Fondée en 2013, la FPD est un groupe qui milite pour la mise en place d'une société juste et d'un gouvernement multipartite et qui travaille à attirer l'attention sur les violations des droits de la personne perpétrées au Vietnam actuellement.[45] L'association est très présente sur Facebook, où elle affiche souvent des publications visant à protéger l'environnement et à promouvoir un système politique ouvert.[46]

Le 5 avril 2018, six membres de la FPD ont subi un procès. Chacun d'eux a été condamné à une lourde peine d'emprisonnement après avoir été accusé d'avoir violé l'article 79 du Code pénal vietnamien de 1999, qui interdit de « mener des activités visant à renverser l'administration du peuple ».[47] Cette décision a scandalisé plusieurs groupes de défense des droits de la personne, des personnalités publiques et l'ambassade américaine à Hanoï.[48] Néanmoins, le PCV n'a pas tenu compte de ces condamnations, et Nguyen Trung Truc est toujours en détention. Les membres de la FPD se font souvent reprocher par le gouvernement de publier des articles, des photos et des vidéos sur leurs comptes Facebook qui déforment les politiques du PCV et de l'État, ce qui inciterait les gens à protester.[50]

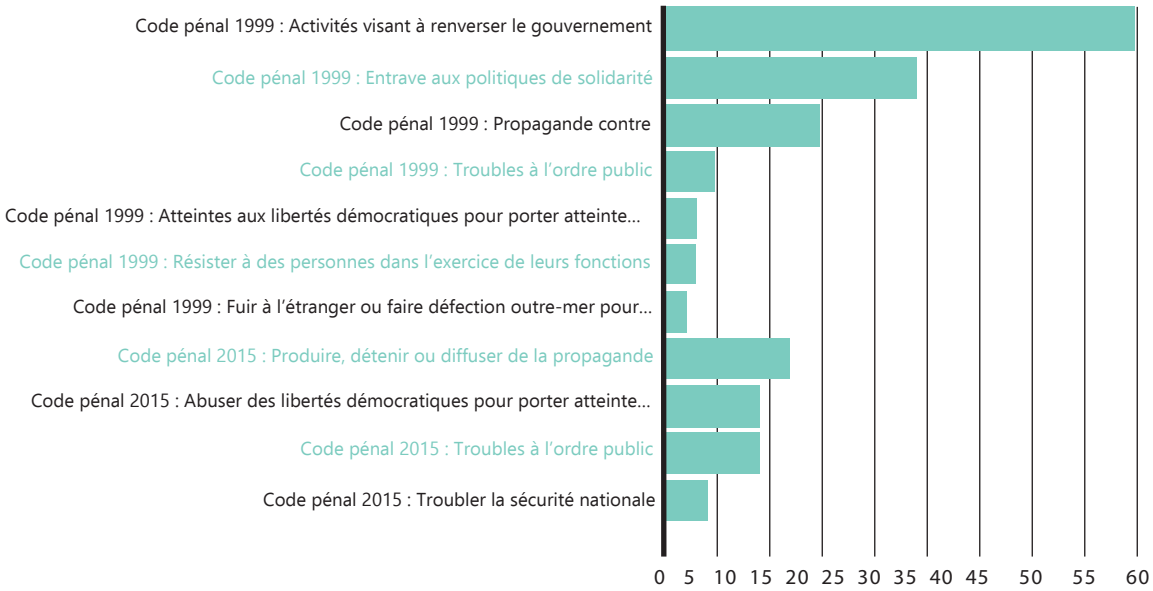
TrTruong Minh Duc, Nguyen Trung Ton, Nguyen Bac Truyen, Tran Thi Xuan et Pham Van Troi –tous des membres de la FPD – ont également été reconnus coupables d'infractions similaires[51] La FPD est l'une des principales cibles de la répression qu'exerce le gouvernement vietnamien contre la dissension : 40 de ses membres ont été arrêtés et battus depuis 2017. Pendant leur détention, les militants n'ont eu que très peu accès à leurs familles ou à un avocat. De plus, ils ont été mal informés par la police, car certains n'ont jamais été officiellement avisés de la date officielle du procès.[52] Par exemple, Tran Thi Xuan était une défenseure de l'environnement active à la suite de la catastrophe écologique de Formosa, en 2016, et elle a participé à un certain nombre de manifestations.[53] Son procès prévu le 12 avril 2018 n'a jamais été annoncé, ce qui a fait en sorte qu'elle a subi un procès sans avocat.[54]

Quelles sont les restrictions relatives à la liberté d'expression?

En raison du grand nombre de restrictions imposées aux citoyens vietnamiens, il est souvent difficile pour les gens d'exprimer leurs opinions librement sans craindre de subir des représailles injustes.



ARRESTATIONS[55]



(suite de l'infographie de la page 36)

Les sanctions peuvent aller de la détention, la surveillance, l'intimidation et la confiscation illégale d'ordinateurs à l'arrestation arbitraire. Au cours des procès, de vagues dispositions du Code pénal sont fréquemment utilisées pour accuser les militants de violations du Code pénal, simplement parce qu'ils exprimaient pacifiquement leurs opinions politiques en ligne.[56] Malgré des lois qui interdisent la violence physique à l'endroit des détenus, ils déclarent souvent avoir subi de mauvais traitements et de la torture infligés par la police, des agents en civil et du personnel du centre de détention pour consommateurs de drogues pendant leur arrestation, leur détention ou leur emprisonnement.

Nguyen Ngoc Anh est un militant écologiste de 39 ans qui a été arrêté le 6 juin 2019.[57] Il a été condamné à six ans d'emprisonnement après avoir été accusé d'avoir écrit et partagé des publications contre l'État sur sa page Facebook en mars et en août de l'an dernier. Son arrestation n'est que la dernière de plusieurs arrestations similaires. Selon Amnistie internationale, 10 % des 128 prisonniers politiques au Vietnam ont été incarcérés en raison de publications sur les médias sociaux.[58] Selon la déclaration, Anh aurait incité des gens à participer aux manifestations lors de la Journée nationale du Vietnam, et à la suite du déversement de Formosa en 2016. Ses publications, qui font l'objet d'une enquête, ont reçu jusqu'à 45 000 mentions « j'aime » et plus de 130 000 commentaires d'appui. La constitution et la loi sont censées protéger la liberté d'expression, mais le gouvernement ne respecte manifestement pas ce droit dans les faits.

Nicholas Bequelin, Directeur régional d'Amnistie internationale[59]

« Les fausses accusations portées contre Nguyen Ngoc Anh montrent que plus personne n'est en sécurité sur Facebook au Vietnam. Anh n'est que le dernier d'une liste croissante de citoyens du Net qui ont été poursuivis, arrêtés ou détenus uniquement pour avoir discuté pacifiquement d'affaires publiques ou critiqué le gouvernement. »

En raison de la popularité croissante des médias sociaux, Facebook est devenu une plateforme de premier plan où les citoyens peuvent exprimer leur désaccord. À l'inverse, la plateforme de médias sociaux a été accusée d'enfreindre les règles de la Loi sur la cybersécurité en janvier 2019 en permettant aux utilisateurs de publier des messages antigouvernementaux.[60] Cependant, Facebook affirme que la quantité de contenu bloqué aux utilisateurs a maintenant augmenté de plus de 500 % dans la seconde moitié de 2018.[61]

Brad Adams, Human Rights Watch[62]

« Le directeur de Human Rights Watch pour l'Asie, Brad Adams, a dit que "l'objectif de la Loi sur la cybersécurité proposée par le Vietnam semble protéger tant le monopole du parti sur le pouvoir que la sécurité du réseau. »

11 Le militant écologiste Nguyen Ngoc Anh devant les tribunaux, en 2018.

Conclusion

L'évolution rapide de l'économie du Vietnam a entraîné une explosion de l'activité en ligne et, du même coup, une augmentation du militantisme en ligne. Toutefois, le PCV continue de recourir à une censure des médias rigoureuse et ne tolère aucune forme de dissension. De nombreux responsables et organisations de défense des droits de la personne ont exprimé leurs préoccupations quant à la nature des mesures de cybersécurité mises en œuvre. Les violations des droits de la personne que sont la vie privée sur Internet et la cyberprotection continueront d'entraver la liberté d'expression, l'activisme et la connectivité des citoyens vietnamiens jusqu'à ce que des mesures constructives soient prises. Malgré les efforts croissants déployés pour intégrer le pays dans l'économie mondiale, on semble aller dans la direction opposée au chapitre du droit à la liberté d'expression en ligne.[63]

Manifestation contre le bail de 99 ans et conflit de la mer de Chine méridionale

12 10 juin 2018 : Manifestation contre le projet de loi sur le bail foncier de 99 ans au Vietnam.

Le bail de 99 ans et conflit de la mer de Chine

Après avoir été autrefois un pays sous-développé, le Vietnam est devenu une économie émergente et connectée à l'échelle mondiale. Sa classe moyenne continue de croître, sous l'impulsion du commerce international et d'investissements étrangers, dont la plupart proviennent de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), de l'Union européenne, des États-Unis d'Amérique et de la Chine. Le présent chapitre offre un aperçu du conflit de la mer de Chine méridionale, de la manifestation qui a eu lieu le 10 juin 2019 et du report du vote concernant le projet de loi sur le bail foncier de 99 ans.

Qu'est-ce que la liberté de réunion?

La liberté de réunion est le droit ou la capacité qu'ont les gens d'exprimer, de promouvoir et de défendre collectivement leurs idées.[64] Comme l'indique le chapitre 2, le gouvernement vietnamien limite l'expression de soi, et les autorités continuent de punir les citoyens qui critiquent ouvertement l'État. Il arrive régulièrement que des militants subissent des sanctions sévères et se fassent arrêter injustement pour avoir exprimé leurs opinions de façon pacifique. Il s'agit d'un exemple de non-respect des droits de la personne par le gouvernement vietnamien, alors que tous les individus ont le droit d'exprimer et de défendre leurs idées.

L'article 318 du Code pénal vietnamien de 2015 se définit au sens large comme « toute personne qui perturbe l'ordre public et porte atteinte à la sécurité sociale ou à l'ordre social » .[65]

Le décret 38 oblige les gens à demander l'approbation du Comité populaire provincial pour tenir un rassemblement public de cinq personnes ou plus, ce qui permet aux forces de l'ordre de contrôler les foules et, par conséquent, donne un pouvoir d'intervention accru à l'État. Ce décret a été émis par l'organe administratif du gouvernement, mais il n'a pas été adopté par l'Assemblée nationale.[66]

Nguyen Quang (militant de premier plan du respect des droits de la personne)

« En remplaçant l'expression "rassemblement public d'une foule" par "manifestation", nous pouvions voir tout de suite que le décret 38 est inconstitutionnel et qu'il viole directement le droit de manifester. »

Vi Tran (journaliste et militant vietnamien pour les droits de la personne)

« Tant le décret 38 que l'article 318 sont des faux-fuyants – ce ne sont pas des lois qui protègent la liberté de réunion. »

La mer de Chine méridionale

La mer de Chine méridionale est une voie commerciale de 5 billions de dollars pour divers pays asiatiques et joue un rôle important dans l'économie mondiale et la sécurité alimentaire de l'Asie du Sud-Est.[67] Environ 10 % des pêches lucratives du monde se trouvent dans la partie de la mer de Chine méridionale revendiquée par le Vietnam. La Chine a défini une ligne en neuf traits arbitraire revendiquant 90 % de la mer de Chine méridionale.[68] IEn 2016, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer a guidé une décision selon laquelle la Chine n'avait aucun droit légal de revendiquer des droits historiques concernant la ligne en neuf traits.[69] La Chine emploie des tactiques agressives pour revendiquer la majeure partie de la voie commerciale de la mer de Chine méridionale en construisant des îles artificielles et en effectuant des patrouilles maritimes dans des pays membres de l'ANASE voisins. Ces dernières années, cela a entraîné d'importants conflits territoriaux entre des groupes militaires, des flottes de gardes côtières et des navires de pêche de la Chine et des pays de l'ANASE.[70]

Économie en mer de Chine méridionale

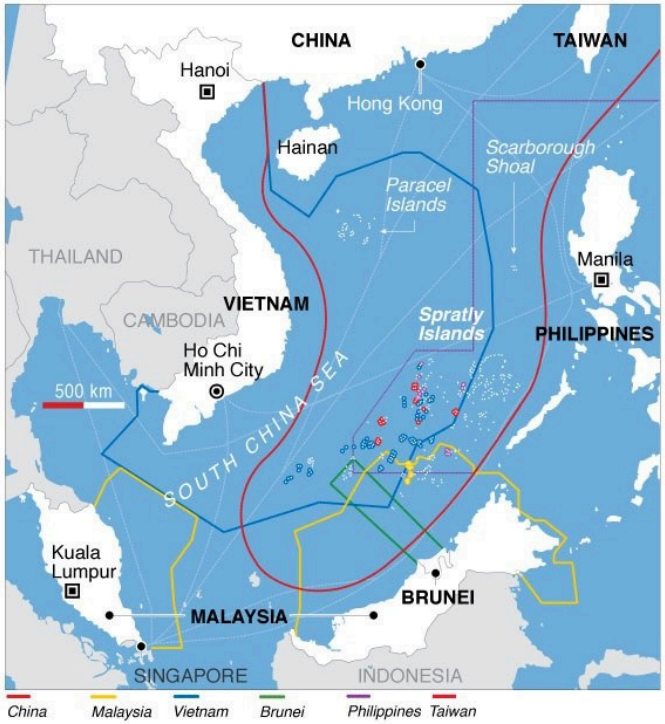
$3,37 BILLIONS

Valeur des échanges commerciaux qui passent par la mer de Chine méridionale chaque année

30 %

Part du commerce pétrolier maritime mondial qui est passé par la mer de Chine méridionale en 2016

Mer de Chine méridionale et ligne en neuf traits



13

Les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sont le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam.

Qu'est-ce que la manifestation contre le bail de 99 ans?

En 2017, au cours de la 4e session de la 14e législature de l'Assemblée nationale du Vietnam, le gouvernement a discuté d'un contrat de location avec des investisseurs étrangers, à savoir, la propriété chinoise de trois zones économiques administratives spéciales (ZEAS) au Vietnam pendant 99 ans.[71] Le gouvernement vietnamien prévoyait adopter un projet de loi qui créerait des milliers d'emplois et stimulerait son économie émergente grâce à des investissements étrangers de la Chine. De nombreux Vietnamiens étaient indignés que le gouvernement envisage de louer des terres à des investisseurs étrangers, car ils craignaient que des investisseurs chinois dominent leur territoire. Les manifestants ont montré qu'ils voulaient empêcher que le Vietnam se retrouve entre les mains de la Chine. Bon nombre de Vietnamiens critiquent déjà l'expansion de la Chine dans des zones de la mer de Chine méridionale qui ont déjà été revendiquées par le Vietnam, un conflit récurrent entre la Chine et des pays de l'ANASE qui dure depuis des décennies.

SUne zone économique administrative spéciale est un terrain désigné dans un pays destiné à accélérer la croissance économique en offrant à des entreprises des incitatifs fiscaux et des tarifs réduits.[72]

14

Carte des ZEAS au Vietnam[73]

Le Vietnam prévoyait ouvrir trois ZEAS, soit une dans chacune des régions suivantes : la région du nord (Van Don, Quang Ninh), la région du centre (Bac Van Phong, Khanh Hoa) et la région du sud (Phu Quoc, Kien Giang), en tant que centres d'affaires et de technologie. L'emplacement des trois zones au Vietnam n'est pas idéal parce qu'elles n'ont pas l'infrastructure qu'il faut pour bâtir des installations scientifiques, technologiques et financières-économiques

Le 10 juin 2018, une manifestation nationale contre le projet de loi sur les zones économiques administratives spéciales et la Loi sur la cybersécurité a eu lieu. Les manifestations se sont déroulées à de nombreux édifices gouvernementaux principaux, dont le ministère de la Planification et de l'Investissement et le ministère de la Lutte contre les incendies. Les manifestants avaient des banderoles anti-Chine sur lesquelles il était inscrit « pas de terre à louer pour la Chine, pas même pour une journée ». La Chine et le Vietnam ont déjà été en conflit auparavant au sujet des frontières, par exemple en 1979.[74] Les tensions ont monté en 2014 après que la Chine a déployé une plateforme pétrolière dans la mer de Chine méridionale dans une zone revendiquée par le Vietnam. Les autorités ont harcelé et détenu une poignée d'individus qui avaient pris part à des manifestations connexes. Le gouvernement a condamné plus de 118 manifestants pour avoir troublé l'ordre public et bon nombre d'entre eux ont été envoyés en prison pour une durée injustifiée.[75]

Étude de cas :

15 William Anh Nguyen : Un américain d'origine vietnamienne qui était en visite à Saigon a participé à la manifestation du 10 juin, durant laquelle il a publié en direct sur Twitter des commentaires et des photos. Il a été frappé à la tête et traîné par des policiers en civil. Les médias d'État ont rapporté que Nguyen avait été accusé, en vertu du paragraphe 2 de l'Article 318, d'avoir « incité autrui à troubler l'ordre public » – l'accusation signifie que des gens peuvent faire face à une peine de deux à sept ans d'emprisonnement. Avec l'aide du gouvernement américain et des médias sociaux, Nguyen a été libéré un mois plus tard.[76]

Un vote sur le projet de contrat de location de 99 ans proposé devait avoir lieu en octobre 2018, mais en raison des manifestations, le gouvernement vietnamien a décidé de reporter le vote sur le projet de loi à une autre session.[77] Le secrétaire de l'Assemblée nationale, M. Nguyen Hanh Phuc, a mentionné que le projet de loi n'est pas au menu législatif de 2019 ou de 2020. Il est possible que le gouvernement discute du projet de loi après le Congrès national du Parti de 2021 ou qu'il abandonne carrément le projet en raison de la réaction hostile du public.[78]

Nguyen Xuan Phuc (premier ministre vietnamien)

« Le Vietnam ne tente pas de renforcer ses capacités militaires, mais bien de protéger sa souveraineté, en prenant d'abord des mesures pacifiques, diplomatiques, voire de justice. »

16 Manifestation du 10 juin 2018 au Vietnam. Des gens manifestent avec des banderoles contre le bail de 99 ans et les ZEAS (Van Don, Quang Ninh; Bac Van Phong, Khanh Hoa; Phu Quoc, Kien Giang).

Médias étrangers?[79]

La manifestation du 10 juin a fait l'objet d'une couverture médiatique dans le monde entier, et le contenu différait selon la provenance des médias : médias étrangers et médias d'État. En général, les médias étrangers tenaient des propos anticommunistes et se concentraient sur les violations des droits de la personne que le gouvernement avait commises contre son peuple. Les médias d'État vietnamiens tenaient des propos alarmistes dans l'espoir de dissuader les gens de critiquer le gouvernement et se sont concentrés sur les conséquences négatives des émeutes.

Les médias étrangers incluent BBC Vietnamese, Voice of America et Radio Free Asia. Les médias d'État ont essayé de saper les émeutes dans les nouvelles locales en déclarant que les manifestants étaient des toxicomanes payés pour provoquer l'émeute. Les médias d'État avertissaient les gens de ne pas participer aux manifestations, par la radio, par des messages textes, par mégaphone et par le bouche-à-oreille

Tableau des différences entre la couverture des médias d'État et la couverture des médias étrangers

	Médias d'État vietnamiens	**Médias étrangers**
Description	• L'émeute a été provoquée par des toxicomanes. • Des gens ont été payés pour participer à l'émeute	• L'émeute a été provoquée par les réactions négatives à l'égard du projet de loi sur les ZEAS et de la Loi sur la cybersécurité
Chronologie	• 10 juin : début de l'émeute. • 11 juin : l'émeute a été maîtrisée	• 10 juin : début de l'émeute. • 11 juin : la police d'État s'est enfuie.
Réactions de l'État rapportées	• Messages d'avertissement envoyés par radio, par messages textes et de vive voix. • 102 suspects arrêtés. • L'État a repoussé la date de l'adoption de la loi sur les ZEAS. • Huit responsables ont été interrogés et poursuivis plus tard.	• Des manifestants ont été capturés illégalement, contraints à faire des aveux, torturés et battus. • L'État repousse la date de l'adoption du projet de loi sur les ZEAS. • Huit responsables ont été emprisonnés.

Conclusion

Le Vietnam incrimine et brutalise des manifestants et des militants pacifiques qui s'opposent au gouvernement et l'exhortent à respecter les droits fondamentaux de la personne. Le gouvernement vietnamien devrait rendre des comptes et se montrer responsable lorsqu'il s'agit du respect des droits de la personne et devrait remplir ses obligations. Sans le pouvoir des gens qui protestent contre le bail foncier de 99 ans, une partie du territoire du Vietnam aurait été louée à de puissants investisseurs. Malgré la croissance rapide de l'économie vietnamienne, le peuple vietnamien est constamment privé de ses libertés et droits fondamentaux.

La liberté de religion : le cas des réfugiés montagnards

17
Montagnardes au marché de Muong Khuong, au Vietnam.

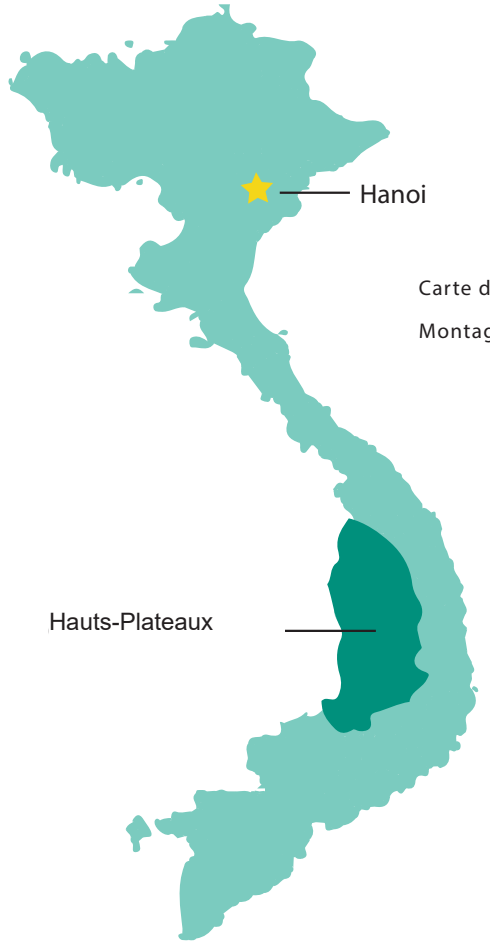
La liberté de religion : le cas des réfugiés montagnards

Au cours de la dernière décennie, de nombreux organismes non gouvernementaux ont décrié la violation des droits de la personne au Vietnam. La liberté de religion du peuple vietnamien, un droit fondamental, est continuellement violé par le parti unique au pouvoir. Cette violation de la liberté de religion est encore plus marquée en milieu rural, où les minorités ethniques sont régulièrement opprimées par les autorités locales.[80] Plus particulièrement, les Montagnards, un groupe ethnique minoritaire du Vietnam, ont longtemps été la cible de violentes persécutions religieuses. Leur situation est si alarmante qu'elle a fait l'objet de surveillances particulières par des organismes tels que Human Rights Watch et WorldWatch Monitor. Le présent chapitre est consacré à l'analyse de la persécution religieuse de la minorité montagnarde; il s'ouvre sur une description sommaire de l'histoire de ce groupe afin de contextualiser sa situation, puis présente une étude du cadre juridique de la liberté de religion au Vietnam, et se clôt sur une analyse des mesures adoptées par l'État à l'égard du peuple montagnard.

Qui sont les montagnards?

Afin d'avoir une compréhension plus exhaustive de la situation dont le peuple montagnard est actuellement victime, il est essentiel de parcourir brièvement l'histoire de ce groupe ethnique minoritaire.

Les Montagnards forment un peuple autochtone originaire des hauts plateaux du centre du Vietnam. Le terme « Montagnard » leur a été attribué durant la colonisation française (1887-1954) pour remplacer le terme péjoratif « moi », qui signifie « sauvage » en vietnamien, un nom qui leur avait été donné à l'origine par les Vietnamiens. Également connus sous le nom de « Degar », les Montagnards comprennent environ 30 tribus de culture distincte et dont la population totale s'élève aujourd'hui à plus d'un million de personnes.[81] Ces tribus sont souvent regroupées en deux grandes familles ethnolinguistiques : les Mon Khmer et les Austronésiens, ces derniers étant apparentés aux Malais et aux Indonésiens.[82] En dépit du fait que leur présence dans les hauts plateaux remonte à plus de 2 000 ans et qu'elle précède donc l'arrivée au Vietnam des Kinh (le peuple qui forme aujourd'hui la majorité ethnique des Vietnamiens)[83], les Montagnards ont sans cesse fait l'objet de politiques d'assimilation culturelle et de traitement coercitif aux mains de ces derniers.



Carte du territoire des Montagnards

18

La police a interrompu une réunion de prière et a tiré sur les Montagnards en mars 2001.

Le peuple montagnard au fil de l'histoire du Vietnam

Les Montagnards ont cherché à préserver leur autonomie durant les conflits qui ont marqué l'histoire du Vietnam, mais ils ont subi les effets des décisions et des tactiques appliquées par les parties prenantes aux guerres qui ont éclaté au pays durant les années 1850 à 1975. Pendant la colonisation française, certains groupes de Montagnards se sont ralliés aux Français en échange d'une protection contre les Kinh, dans l'espoir que leur soutien à un camp leur permettrait de faire reconnaître leurs droits.[84] Certains ont également combattu aux côtés des Américains lors de la guerre du Vietnam.[85] Cette alliance a d'ailleurs entraîné des répercussions qui perdurent encore de nos jours pour ce peuple : la minorité ethnique montagnarde demeure toujours persécutée par le gouvernement communiste au pouvoir depuis la chute de Saigon en 1975.

Aujourd'hui, ils se retrouvent sous l'oppression d'un gouvernement totalitaire qui impose de sévères restrictions à leurs libertés culturelles, incluant leur droit de parler dans leurs langues maternelles, leur droit à l'éducation et leurs opportunités d'obtenir un emploi raisonnable.[86] Leur liberté de se rassembler, de penser ainsi que leur liberté religieuse sont également menacées de façon continue.

Quelles sont leurs croyances religieuses?

À leur arrivée sur le territoire du Vietnam, les Montagnards avaient des pratiques religieuses découlant des religions animistes. Cependant, un nombre croissant de Montagnards s'est converti au christianisme et au protestantisme, notamment à la suite du passage des missionnaires chrétiens dans les hauts plateaux du Vietnam pendant les années 1950 et 1960.[87]

Les Montagnards cohabitent aujourd'hui avec les Vietnamiens (Kinh) qui ont migré vers les hauts plateaux en raison des conflits mentionnés ci-haut. Ils représentent désormais seulement le tiers des habitants de la région, les deux tiers restant étant composés de Vietnamiens (Kinh).[88] Comme les Montagnards forment déjà un groupe ethnique minoritaire, les Montagnards chrétiens et protestants forment en eux-mêmes, par surcroît, des minorités religieuses étant donné que plusieurs pratiquants adhèrent à des branches du christianisme et du protestantisme qui ne sont pas reconnues par l'État. En raison de ce double statut minoritaire, les Montagnards chrétiens ou protestants se retrouvent indéniablement susceptibles à des traitements oppressifs plus marqués qui portent atteinte à leurs droits et libertés les plus fondamentaux, plus particulièrement à leur droit de pratiquer librement leur religion et d'exercer leur liberté de conscience.[89]

Quelques évènements marquants

Exil dans les pays voisins :

- En 2001, des milliers de Montagnards ont participé à des manifestions pacifiques pour revendiquer le respect de leur liberté de religion.[90]
- Ce rassemblement a aussitôt été dissout par les forces militaires et plusieurs personnes ont été arrêtées, forcées à reconnaître leur culpabilité, et condamnées à purger des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 13 ans.[91]
- Plus de 1000 Montagnards se sont alors exilés de l'autre côté de la frontière pour demander l'asile au Cambodge.
- Malheureusement, les camps de réfugiés (administrés par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) dans lesquels ils ont été accueilli ont fermé leurs portes en 2002. Un grand nombre de Montagnards a donc été rapidement rapatrié au Vietnam.[92]

Visite du rapporteur spécial de l'ONU :

- Le rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion, Heiner Bielefeldt, a été envoyé sur le terrain en 2014 afin d'évaluer la gravité de la situation au Vietnam.
- Ce voyage fut toutefois interrompu abruptement en raison des interférences incessantes des agents de l'État.
- Non seulement les interlocuteurs de M. Bielefeldt ont-ils été intimidés, harcelés et même empêchés de se déplacer aux rencontres prévues, mais M. Bielefeldt a lui-même été placé sous haute surveillance tout au long de son séjour.[93] Ce dernier a donc été contraint de mettre fin à sa visite au bout de 10 jours.

19
Heiner Bielefeldt, rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de conviction.

Rapport du rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté de religion :

- Dans son rapport publié après sa visite, Heiner Bielefelt a dénoncé les violations graves de la liberté de religion des Vietnamiens, et a mentionné les persécutions violentes envers les Montagnards
- En réponse à ce rapport, le Vietnam, ont allégué que les faits et les informations relevés dans ce rapport ne sont pas pertinents, précis et conformes à la réalité du pays.[94]
- Concernant la répression religieuse des Montagnards, le Vietnam a assuré que la liberté de religion et de croyance est respectée dans les hauts plateaux du centre, et s'est contenté de tout simplement nier l'existence de cette minorité ethnique en répondant que :

> « Le Rapporteur spécial est prié de ne pas utiliser le terme « montagnard », ce terme n'ayant été utilisé que dans le cadre de la politique de «diviser pour régner» au cours de la période coloniale. La liste des 54 groupes ethniques du Viet Nam ne contient aucune ethnie «montagnarde» [notre traduction] ».[95]

La liberté de religion est-elle protégée par la législation vietnamienne?

La liberté de religion et de conscience a été reconnue officiellement comme un droit fondamental de tout être humain dans la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948. Au terme des massacres et des guerres qui ont ponctué l'histoire, il a été reconnu que la liberté de religion est une liberté inhérente à la dignité de tout individu, et qu'elle doit être protégée afin de véritablement préserver l'intégrité et la liberté de chaque personne. Toutefois, ce n'est que récemment, soit en 2013, que le Vietnam a modifié sa constitution pour ajouter une section sur les droits de la personne et les droits fondamentaux, protégeant ainsi expressément la liberté de religion à l'article 24 de sa loi constitutionnelle. Du point de vue international, il s'agirait d'un développement positif en matière des droits de la personne dans un pays qui a fait l'objet de nombreuses critiques pour des violations manifestes des droits fondamentaux perpétrées sur son territoire au cours des dernières années.[96]

Avant la refonte de la Constitution vietnamienne en 2013, l'absence de règlement ou de loi particulière pour encadrer les affaires religieuses engendrait un vide juridique. Cette situation laissait inévitablement place à une ingérence incessante de l'État dans les diverses activités des groupes religieux. Le seul texte officiel en vigueur avant 2013 qui reconnaissait la liberté de religion était l'Ordonnance sur les croyances et les religions (ci-après « Ordonnance 21 ») de 2004, laquelle a été par la suite complétée par le Décret 92, adopté en 2012 pour préciser la portée et les mesures d'application de l'Ordonnance 21.

Pour remplacer l'Ordonnance 21 et afin d'améliorer la protection de la liberté de religion, l'Assemblée nationale, composée principalement des membres de l'unique parti politique qui existe au pays (le Parti communiste du Vietnam), a adopté la Loi sur les croyances et les religions en 2016. Cette loi est subséquemment entrée en vigueur le 1er janvier 2018.

Entre autres, la Loi prévoit les allègements suivants :

1. Les organismes religieux se voient désormais conférer la personnalité juridique;
2. Certaines exigences contraignantes qui étaient imposées jusqu'alors ont été supprimées;
3. Le délai de traitement de certaines demandes des groupes religieux a considérablement diminué.[97]

Conformément à la législation en vigueur, pour être officiellement reconnu, un groupe religieux doit être dûment enregistré et doit obtenir un certificat d'enregistrement auprès du comité gouvernemental chargé des affaires religieuses. En outre, les groupes religieux sont tenus de rendre régulièrement des comptes au gouvernement quant à leurs activités, par exemple au sujet des conférences et des festivals qu'ils organisent, et les rassemblements non autorisés sont strictement interdits.[98] Ainsi, les Montagnards qui se sont rassemblés en privée dans les résidences ou autres lieux non enregistrés pour pratiquer leur religion ou ne serait-ce que pour prier, ont été accusés d'avoir enfreint la loi et ont fait face à des arrestations, des humiliations publiques, et ont subi des peines d'emprisonnement.[99] Malgré cette intention de faciliter les démarches auxquelles les associations religieuses étaient assujetties, depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, certaines activités de nature religieuse requièrent l'obtention de certificats supplémentaires.[100]

20
Vue d'ensemble du hameau Dak Son qui accueillait des Montagnards, 7 décembre 1967 au Vietnam. Le Vietcong a tué 114 villageois et en a blessé 47.

La protection conférée par la loi est-elle efficace?

La protection de la liberté de religion dans la loi suprême du Vietnam (loi constitutionnelle) n'est certainement pas sans limite. En effet, le paragraphe 14(2) de la Constitution prévoit que les droits de la personne tels que protégés dans le chapitre sur les droits de la personne et les droits fondamentaux ne peuvent être restreints, sauf si la défense nationale, la sécurité nationale, l'ordre public, ou encore la moralité sociale est mis en péril. L'article 5 de la nouvelle loi sur les religions permet en outre à l'État de rejeter toute demande concernant les activités qui constituent, à ses yeux, une atteinte à la sécurité nationale. Par contre, les termes « sécurité nationale », « moralité sociale », et « ordre public » ne sont pas définis dans ces lois, ce qui permet au gouvernement d'invoquer ces concepts larges et ambigus afin de freiner les activités des groupes religieux et pour inculper leurs membres.[101]

Avant l'adoption de la nouvelle loi sur les religions, le gouvernement avait déjà recours à des notions qu'il pouvait aisément interpréter largement afin de justifier ses sanctions. Ainsi, on considérait que toute personne qui portait le moindrement atteinte à l'« unité nationale » ou à l'«intérêt de la nation» commettait une violation à la Loi. Plus particulièrement, l'article 258 du Code pénal de 1999 (devenu depuis l'article 331 du Code pénal de 2015)[102], qui interdit la violation de la liberté de religion sous peine d'emprisonnement, a été fréquemment invoqué pour mener des arrestations. Rien dans le Code pénal ne précisait ce qui constituait une « violation », ce qui signifie que le gouvernement avait libre cours pour procéder à une interprétation subjective de cette disposition.

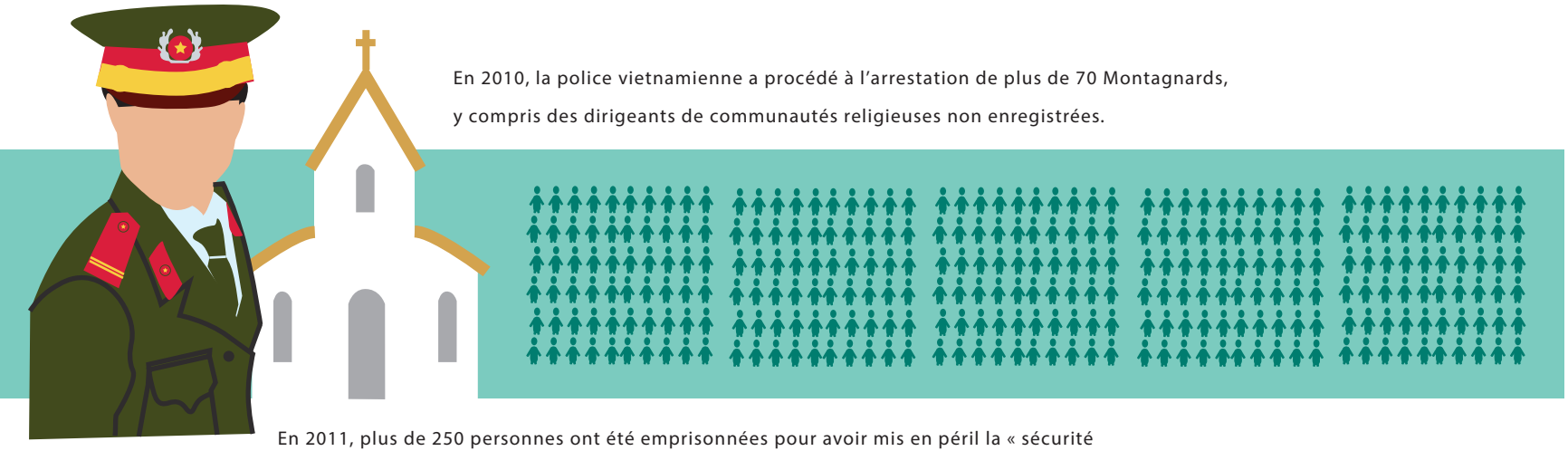
Tout compte fait, l'entrée en vigueur de la Loi sur les croyances et les religions en 2018 n'a pas empêché les autorités de poursuivre des pratiques employées précédemment pour restreindre la liberté de religion des justiciables. Cette nouvelle loi se voulait un outil essentiel pour une meilleure administration des affaires religieuses, mais elle est dépourvue de termes clairs, précis et non ambigus qui auraient permis d'éviter une application arbitraire des règles de droit qui y sont édictées.[103] Les dispositions vagues qui s'y retrouvent confèrent irréfutablement au gouvernement une grande latitude pour mener des interventions. Conséquemment, l'emprise de l'État sur les pratiques religieuses demeure considérable en dépit de l'entrée en vigueur d'une loi qui vise à protéger la liberté de religion.

Quelles sont les mesures adoptées par l'État à l'égard des Montagnards?

En pratique, il a été observé que l'application des lois qui protègent la liberté de religion n'est pas systématique.[104] Les règles de droit qui visent à protéger la liberté de religion n'ont pas force de loi dans les faits, puisqu'elles ne protègent pas les Vietnamiens devant les tribunaux, et encore moins les minorités ethniques telles que les Montagnards. À l'opposé, les articles qui protègent la « sécurité nationale » ou « l'ordre public », sont quant à eux, régulièrement invoqués et appliqués par les autorités étatiques à l'encontre des Montagnards.

21
Femmes et enfants montagnards.

Plusieurs cas de violation à la liberté de religion ont été signalés par des organismes non gouvernementaux.



En 2010, la police vietnamienne a procédé à l'arrestation de plus de 70 Montagnards, y compris des dirigeants de communautés religieuses non enregistrées.

En 2011, plus de 250 personnes ont été emprisonnées pour avoir mis en péril la « sécurité nationale».[105] Les prisonniers ont été torturés et soumis à de mauvais traitements en milieu carcéral.[106]

Les Montagnards catholiques et protestants qui pratiquaient leur religion à domicile ou dans tout autre lieu privé ont été victimes de violentes persécutions par les autorités locales, qui interrompaient constamment les services religieux célébrés sans l'autorisation du gouvernement. Les Montagnards de la secte catholique Ha Mon ont, quant à eux, été contraints de renoncer publiquement à leurs croyances religieuses et d'admettre avoir pris part à des activités qui menaçaient l'unité et la sécurité nationales.[107] Cet exercice de renonciation forcée pouvait également aboutir à l'adhésion forcée des pratiquants à de grandes associations religieuses reconnues et contrôlées par l'État. Le quotidien des Montagnards chrétiens était marqué par le harcèlement persistant des autorités, qui prenait la forme de visites régulières dans les lieux de culte résidentiels dans le but d'intimider les pratiquants et de les amener à renier leur foi.

Par ailleurs, les conflits fonciers dans les hauts plateaux vietnamiens ont empêché le peuple montagnard de pratiquer librement ses religions. Étant donné que les terres appartenant à des communautés religieuses étaient saisies ou cédées par l'État dans le cadre de projets de modernisation ou de projets de développement immobilier, des milliers de Montagnards protestants se sont retrouvés dépourvus de lieu de culte.[108] De telles expropriations ou saisies forcées des terrains étaient fréquentes, ce qui a parfois contraint des groupes religieux à mettre complètement fin à leurs activités. En conséquence, plusieurs paroisses protestantes ont été forcées de fusionner pour n'en former qu'une seule, malgré qu'il s'agit de dénominations ou de branches différentes du protestantisme qui possèdent des pratiques distinctes.[109] Dans les cas encore plus brutaux, les églises et les autres lieux de cultes ont tout simplement été détruits, au grand dam des pratiquants qui s'y rassemblaient.

Quelle est la situation depuis 2018, depuis que la liberté de religion est officiellement et expressément protégée par la loi? Au cours de l'année 2018, la United States Commission on International Religious Freedom (ci-après « USCIRF ») a reçu de multiples rapports de police décrivant des situations où des personnes ont été convoquées à des interrogatoires sur leurs croyances religieuses et leur appartenance à certaines associations religieuses. De plus, certains groupes religieux confirment éprouver encore aujourd'hui de la difficulté à obtenir l'autorisation du gouvernement pour poursuivre leurs activités routinières en toute légalité.[110] Les services religieux de plusieurs communautés montagnardes, dont les communautés chrétiennes de Hoa Thang et d'Ea Drong dans la province de Dak Lak, sont encore la cible d'interruptions répétées qui visent à forcer les pratiquants à abandonner leur foi, parfois sous la menace d'emploi de la force physique. Ceux qui refusent d'obtempérer se retrouvent apatrides puisque les autorités locales, en guise de représailles, refusent de leur émettre des pièces d'identité officielles.[111] À la lumière des observations et des rapports mentionnés ci-dessus, on constate que les différentes formes de violation qui existaient dans le passé sont encore aujourd'hui appliquées afin d'opprimer la minorité montagnarde, et ce, en dépit de ce que la lettre de la loi prescrit.

Conclusion

À la lumière de ce qui précède, le peuple montagnard vit toujours dans des conditions déplorables, où leurs libertés fondamentales font continuellement l'objet de violations grossières. L'adoption de la Loi sur les croyances et les religions par le Vietnam semble être une réponse complaisante à la pression de la communauté internationale. Ce qui pouvait être un pas dans la bonne direction en matière des droits de la personne s'est toutefois avéré inefficace, car dans les faits, cette loi n'a guère amélioré la protection de la liberté de religion et sa violation demeure criant dans le cas des Montagnards. Le libellé plutôt vague et ambigu des nouveaux articles promulgués permet à l'État de continuer à brutaliser les minorités ethniques.

Ce traitement a amené des vagues de Montagnards à fuir au Cambodge et en Thaïlande[112]. Cependant, plusieurs Montagnards ont été détenus par ces pays voisins, pour ensuite être déportés au Vietnam. En 2015, plusieurs organismes non gouvernementaux ont demandé au Cambodge de cesser de renvoyer les réfugiés montagnards de force au Vietnam afin de se conformer aux conventions internationales dont il est signataire.[113] En 2018, Amnistie internationale a également réitéré sa demande à la Thaïlande de relâcher les quelques centaines de Montagnards qui ont été arrêtés et détenus sur son territoire.[114]

Il est indubitable que dans un pays dépourvu d'un système judiciaire indépendant, les lois applicables continueront à être un outil indispensable pour l'État afin de limiter la liberté religieuse des peuples qui ont longuement été opprimés.[115] En l'absence d'officiers de justice véritablement indépendants et séparés du pouvoir étatique, mais surtout, à défaut de solutions concrètes imposées par les intervenants internationaux qui prônent la protection des droits et libertés de la personne, la persécution religieuse infligée aux Montagnards se perpétuera.

22 Montagnardes, Muong Khuong, au Vietnam.

23 Vietnamese prisoners.

Les pages suivantes sont dédiées aux militants et militantes qui ont été faussement accusés dans leurs poursuites de justice et droits démocratiques.

CODE PÉNAL

21/12/1999

L'Assemblée nationale du Vietnam a adopté les articles suivants le 21 décembre 1999.

Article 79

Activités visant à renverser le gouvernement du peuple

Quiconque mène des activités, ou crée des organisations ou y adhère, en vue de renverser le gouvernement du peuple, est passible des peines suivantes :

1. Les organisateurs, instigateurs et participants actifs, ou les auteurs d'actes ayant des conséquences graves, sont passibles de 12 à 20 ans d'emprisonnement, de la réclusion à perpétuité ou de la peine de mort;

2. Les autres complices sont passibles de 5 à 15 ans d'emprisonnement.

Article 87

Entraves à la mise en œuvre des politiques de solidarité

1. Quiconque se livre à l'un des actes suivants en vue de combattre le gouvernement du peuple est passible de 5 à 15 ans d'emprisonnement :

a) Jeter la discorde entre les différentes couches de la population, ou entre le peuple et les forces armées, le gouvernement du peuple ou les organisations sociales;

b) Semer la haine, les préjugés ethniques ou la division et la séparation, ou attenter aux droits à l'égalité parmi les communautés ethniques du Vietnam;

c) Jeter la discorde entre religieux et non-religieux, ou entre croyants religieux et le gouvernement du peuple ou les organisations sociales;

d) Compromettre l'application des politiques de solidarité internationale.

2. S'il s'agit d'infractions de moindre gravité, les auteurs sont passibles d'une peine de 2 à 7 ans d'emprisonnement.

Article 88

Propagande dirigée contre la République socialiste du Vietnam

1. Quiconque se livre à l'un des actes suivants contre la République socialiste du Vietnam est passible de 3 à 12 ans d'emprisonnement :

a) Faire de la propagande contre le gouvernement du peuple, ou le dénigrer ou le diffamer;

b) Mener une guerre psychologique et diffuser des renseignements inventés de toute pièce en vue de déconcerter la population;

c) Produire, détenir ou diffuser des documents ou des produits culturels ayant un contenu défavorable à la République socialiste du Vietnam.

2. S'il s'agit d'infractions de moindre gravité, les auteurs sont passibles d'une peine de 10 à 20 ans d'emprisonnement.

Article 89

Attenter à la sécurité publique

1. Quiconque vise à s'opposer au gouvernement du peuple en excitant, incitant et regroupant un grand nombre de personnes pour troubler la sécurité publique, s'opposer aux responsables engagés dans leurs fonctions publiques, ou entraver les activités des administrations ou des organisations est passible de 5 à 15 ans d'emprisonnement lorsque l'infraction n'est pas commise dans le cadre de l'article 82 du présent Code.

2. Les autres complices sont passibles de 2 à 7 ans d'emprisonnement.

Article 91

Fuir à l'étranger ou faire défection outre-mer en vue de combattre le gouvernement du peuple

1. Quiconque fuit à l'étranger ou fait défection outre-mer en vue de combattre le gouvernement du peuple est passible de 3 à 12 ans d'emprisonnement.

2. Quiconque organise, force ou pousse les autres à fuir à l'étranger ou à y demeurer en vue de combattre le gouvernement du peuple est passible de 5 à 15 ans d'emprisonnement.

3. En cas d'infractions particulièrement graves, l'auteur est passible de 12 à 20 ans d'emprisonnement ou de la réclusion à perpétuité.

Article 245

Troubles à l'ordre public

1.Est puni de 1 à 10 millions de dongs d'amende, d'une rééducation sans détention jusqu'à 2 ans, ou d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans, le fait, pour toute personne, de troubler l'ordre public en causant de graves conséquences ou alors que cette personne a déjà fait l'objet d'une sanction administrative ou d'une condamnation pénale sans avoir été réhabilitée pour le même acte.

2. Cette infraction est assortie d'une peine de 2 à 7 ans d'emprisonnement quand l'un des éléments suivants est présent :

a) utilisation d'armes ou actes de destruction;

b) bande organisée;

c) entrave grave à la circulation sur les voies publiques ou aux activités publiques;

d) incitation à causer des troubles à l'ordre public;

e) actes de violence à l'égard des personnes qui interviennent pour maintenir l'ordre public;

f) récidive dangereuse.

Article 258

Atteintes aux intérêts de l'État ou aux droits et intérêts légitimes des groupements ou des particuliers par abus de ses droits et libertés

1. Est puni d'un avertissement, d'une rééducation sans détention jusqu'à 3 ans, ou d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans, le fait, pour toute personne, par abus de ses libertés d'expression, de presse, de croyance, de religion, d'association ou de tout autre droit et liberté, de porter atteinte aux intérêts de l'État ou aux droits et intérêts légitimes des groupements ou des particuliers.

2. S'il s'agit d'une infraction grave, l'auteur est passible d'une peine de 2 à 7 ans d'emprisonnement.

Code pénal

27 / 11 / 2015

L'Assemblée nationale du Vietnam a adopté les articles suivants le 27 novembre 2015.

Article 157

Arrêter, détenir ou emprisonner une personne illégalement

1. Quiconque arrête, détient ou emprisonne une autre personne de manière illégale, sauf dans les situations prévues à l'article 377 du présent Code, est passible d'une peine communautaire maximale de 3 ans, ou de 6 à 36 mois d'emprisonnement.

2. Cette infraction est assortie d'une peine de 2 à 7 ans d'emprisonnement dans les situations suivantes :

a) L'infraction a été commise par un groupe organisé;

b) Dans le cadre de l'infraction, le contrevenant a abusé de son poste ou de son pouvoir;

c) L'infraction a été commise contre un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions;

d) L'infraction a été commise plus d'une fois;

dd) L'infraction a été commise contre 2 personnes ou plus;

e) L'infraction a été commise contre une personne de moins de 18 ans, une femme que le contrevenant savait être enceinte, ou une personne âgée, malade ou sans défense;

g) L'infraction a causé à la victime de grandes difficultés ou une grande souffrance;

h) La victime souffre d'une incapacité mentale ou comportementale de 11 à 45 % en raison de l'infraction.

3. L'infraction est assortie d'une peine de 5 à 12 ans d'emprisonnement dans les situations suivantes :

a) L'infraction a causé la mort ou le suicide de la victime;

b) La victime a été torturée ou traitée de manière brutale et inhumaine, ou sa dignité a été détruite;

c) La victime souffre d'une incapacité mentale ou comportementale de 46 % ou plus en raison de l'infraction.

Article 330

Résister à un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions

1. Quiconque a recours à la violence, à des menaces de violence ou à d'autres méthodes pour empêcher un agent de la paix de s'acquitter de ses fonctions ou oblige un agent de la paix à agir à l'encontre de la loi est passible d'une peine communautaire maximale de 3 ans, ou de 6 à 36 mois d'emprisonnement.

2. Cette infraction est assortie d'une peine de 2 à 7 ans d'emprisonnement dans les situations suivantes :

a) L'infraction a été commise par un groupe organisé;

b) L'infraction a été commise plus d'une fois;

c) Le contrevenant a persuadé une autre personne de commettre l'infraction ou l'a incitée à le faire;

d) L'infraction a causé des dommages matériels égaux ou supérieurs à 50 millions de dongs;

dd) Il y a récidive dangereuse.

Article 331

Abuser des libertés démocratiques pour porter atteinte aux intérêts de l'État, ou aux droits et intérêts légitimes des organisations et des

1. Quiconque abuse de la liberté d'expression, de la liberté de presse, de la liberté de religion, de la liberté d'association ou des autres libertés démocratiques pour porter atteinte aux intérêts de l'État ou aux droits et intérêts légitimes des organisations et des citoyens recevra un avertissement ou sera passible d'une peine communautaire maximale de 3 ans, ou d'une peine de 6 à 36 mois d'emprisonnement.

2. Si l'infraction nuit à la sécurité ou à l'ordre social, le contrevenant est passible de 2 à 7 ans d'emprisonnement.

Article 377

Abuser de son poste ou de son pouvoir pour mettre une personne sous garde ou en détention de

1. Quiconque abuse de son poste ou de son pouvoir pour commettre l'une des infractions suivantes est passible de 6 à 36 mois d'emprisonnement :

a) Ne pas rendre une décision permettant la libération d'une personne libérée en vertu de la loi;

b) Rendre une décision disant qu'une personne doit être arrêtée, placée sous garde ou mise en détention alors que cette décision n'est pas fondée sur la loi;

c) Ne pas mettre en œuvre la décision de libérer une personne libérée en vertu de la loi;

d) Arrêter une personne, la placer sous garde ou la mettre en détention soit en l'absence d'une ordonnance ou d'une décision conforme à la loi, soit en vertu d'une ordonnance ou d'une décision qui n'a pas encore pris effet;

dd) Ne pas émettre une ordonnance ou rendre une décision pour que soit prolongée la période de garde ou de détention; modifier ou annuler la méthode de détention temporaire à la fin de la période de détention temporaire, ce qui a pour effet que les détenus sont gardés en détention au-delà du moment prévu.

2. Cette infraction est assortie d'une peine de 2 à 7 ans d'emprisonnement dans les situations suivantes :

a) L'infraction concerne de 2 à 5 personnes placées sous garde ou mises en détention de manière illégale;

b) La personne souffre d'une incapacité physique de 31 à 60 % en raison de la garde ou de la détention illégale;

c) L'infraction a causé à la personne détenue ou à sa famille de grandes difficultés ou une grande souffrance;

d) L'infraction a été commise contre une personne de moins de 18 ans, une femme que le contrevenant savait être enceinte, une personne âgée et faible, ou une personne ayant une incapacité physique grave ou extrêmement grave.

3. Cette infraction est assortie d'une peine de 5 à 12 ans d'emprisonnement dans les situations suivantes :

a) L'infraction concerne 6 personnes ou plus qui ont été placées sous garde ou mises en détention de manière illégale;

b) Le détenu souffre d'une incapacité physique de 61 % ou plus ou est décédé en raison de la garde ou de la détention illégale;

c) Le détenu s'est suicidé en raison de l'infraction;

d) La famille du détenu s'est séparée en raison de l'infraction.

4. Il peut être interdit au contrevenant d'occuper certains postes pendant de 1 à 5 ans.

Déclaration des

DROITS DE L'HOMME

Article 1
Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article 2
Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.
De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

Article 3
Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 5
Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 7
Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

Article 9
Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

Article 10
Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Article 15
1. Tout individu a droit à une nationalité.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

Article 18
Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Article 19
Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Article 20
1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.

2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

Les articles mentionnés ci-dessus correspondent aux droits de la personne qui ne sont pas respectés par le gouvernement du Vietnam.

Prisonniers d'opinion

La lutte pour la liberté trouve sa source dans les gestes courageux de personnes qui mettent leur sécurité en péril pour dénoncer des violations des droits de la personne. Malgré leurs braves efforts, certains ont été emprisonnés injustement, leur voix étouffée. Nous qui vivons dans une société démocratique et libre, nous devons attirer l'attention sur leur message et amplifier leur voix.

Les pages qui suivent montrent le nom et le visage de quelques prisonniers d'opinion qui ont été réduits au silence derrière les barreaux. Malgré ce silence, leur message résonne haut et fort.

***certaines personnes ont pu être relâchées ou placées en détention à domicile, ou choisir de se cacher.

Nous avons pu établir cette liste de prisonniers d'opinion grâce aux organismes suivants : Bao Moi, British Broadcasting Corporation, Human Rights Watch, Radio Free Asia, Saigon Broadcasting Television Network, Special Broadcasting Service, Stop the Crackdown, The Seattle Times, The 88 Project, Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale, et Voice of America Vietnam.

A,
Dao

Bui,
Hieu Vo

Bui,
Manh Dong

Bui,
Thi Bich Tuyen

Bui,
Van Tham

Bui,
Van Trung

Dao,
Quang Thuc

Do,
Cong Duong

Do,
Thi Hong

Doan,
Dinh Nam

Doan,
Khanh Vinh Quang

Doan,
Thi Hong

Doan,
Van Cu

Duong,
Thi Lanh

Ha,
Van Nam

Ho,
Duc Hoa

Ho,
Van Hai

Hoang,
Duc Binh

Hoang,
Thi Thu Vang

Huynh,
Dac Tuy

Huynh,
Duc Thanh Binh

Huynh,
Truong Ca

Kpuil,
Mel

Le,
Anh Hung

Le,
Dinh Luong

Le,
Duc Dong

Le,
Duy Loc

Le,
Minh The

Le,
Thanh Tung

Le,
Trong Cu

Luong,
Nhat Quang

Luu,
Van Vinh

Ngo,
Hao

Nguyen,
Bac Truyen

Nguyen,
Dang Minh Man

Nguyen,
Danh Dung

Nguyen,
Dinh Thanh

Nguyen,
Duy Son

Nguyen,
Hoang Nam

Nguyen,
Hong Nguyen

Nguyen,
Ki Lac

Nguyen,
Nam Phong

Nguyen,
Ngoc Anh

Nguyen,
Thi Ngoc Hanh

Nguyen,
Trung Linh

Nguyen,
Trung Ton

Nguyen,
Van Cong Em

Nguyen,
Van Dien

Nguyen,
Van Duc Do

Nguyen,
Van Hoa

Nguyen,
Van Oai

Nguyen,
Van Quang

Nguyen,
Van Truong

Nguyen,
Van Tuc

Nguyen,
Viet Dung

Pham,
Thi Phuong

Pham,
Van Troi

Phan,
Kim Khanh

Phan,
Thanh Tuong

Phan,
Thanh Y

Phan,
Trung

Phan,
Van Thu

Ta,
Khu

Thich,
Quang Do

Tran,
Anh Kim

Tran,
Hoang Phuc

Tran,
Huynh Duy Thuc

Tran,
Phi Dung

Tran,
Quan

Tran,
Thi Nga

Tran,
Thi Xuan

Truong,
Duy Nhat

Truong,
Huu Loc

Truong,
Minh Duc

Tu,
Thien Luong

Vo,
Ngoc Cu

Vo,
Thanh Le

Vo,
Tiet

Vu,
Quang Thuan

Vuong,
Tan Son

De nombreux prisonniers sont soumis à des travaux forcés pendant leur peine

Liste non exhaustive

Nous n'avons pas trouvé de photo des personnes suivantes en ligne:

A Hyum
A Tach
Byuk
Chi
Dinh Nong
Do The Hoa
Ho Dinh Cuong
Hung Hung
Huynh Duc Thinh
Huynh Thi Kim Quyen
Jonh
Kpuil Le
Ksor Kam
Le Thi Hong Hanh
Le Xuan Phuc
Luong Nhat Quang
Ngo Van Dung
Nguyen Binh
Nguyen Dinh
Nguyen Dinh Truong
Nguyen Quoc Hoan
Nguyen Tan An
Nguyen Thanh Binh
Nguyen Thi Tuan
Nguyen Thi Thuy
Nguyen Thi Truc Ly
Nguyen Ngoc Qui
Noh
Pham Ngoc Hanh
Pham Van Linh
Pham Van Trong
Puih Bop
Rah Lan Blom
Rah Lan Mlih
Rmah Hlach
Ro Lan Kly
Ro Mah Daih
Ro Mah Pro
Run
Siu Ben
Siu Brom
Siu Hlom
Siu Nheo
Siu Thai
Tran Nguyen Duy Quang
Truong Dinh Khang
Tu Cong Nghia
Y Hriam Kpa

Conclusion

Malgré une économie en croissance constante, de toute évidence, le PCV prive constamment les citoyens vietnamiens de leurs libertés et droits fondamentaux. Les lois et les règlements du Vietnam ne les protègent pas suffisamment. Par conséquent, la vaste majorité des citoyens restent relativement timides dans leurs efforts visant à attirer l'attention du monde sur ces violations parce qu'il est très probable qu'ils se fassent arrêter. Le principal objectif de ce rapport était de donner un aperçu général de la crise des droits de la personne qui sévit au Vietnam actuellement. Les thèmes susmentionnés ont mis l'accent sur les plus importantes violations des droits fondamentaux de la personne – le PTPGP, la Loi sur la cybersécurité, la manifestation contre le bail de 99 ans et les restrictions à la liberté de religion.

Bien qu'on appuie de plus en plus l'idée que le Canada défende plus fermement la liberté d'expression et les droits de la personne au sein d'Affaires mondiales Canada, des bureaucrates ont prévenu qu'exercer de trop fortes pressions pourrait avoir des incidences sur la campagne qu'il mène pour obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU116. Le Canada se trouve dans une situation difficile. En tant que puissance moyenne, il n'est guère en mesure de défendre les droits de la personne à lui seul. Compte tenu du retrait des États-Unis de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (CDHNU) et de l'ordre international en général, la capacité du Canada de promouvoir efficacement les droits de la personne a été considérablement réduite. Cependant, notre pays ne peut pas s'arrêter. Sa capacité peut être renforcée par des pays partenaires et des organisations internationales. Le retrait des États-Unis offre au Canada l'occasion d'être un chef de file et un champion des droits de la personne sur la scène mondiale.

Nous encourageons les lecteurs à agir. La situation au Vietnam exige une attention à l'échelle internationale. Avec la sensibilisation et le soutien de tous – parlementaires, organisations non gouvernementales (ONG) et citoyens –, nous pouvons travailler ensemble pour un Vietnam plus juste et libéré.

Bibliography
des photos

1
[Untitled illustration of police officer controlling crowds]. Retrieved from
https://asiancorrespondent.com/2017/08/activism-rise-vietnam-unsurprisingly-government-doesnt-like-it/

2
CPTPP commission meeting in Tokyo, Jan.19 [Photo]. Central News Agency. (2019). Retrieved from: http://www.app104.com.tw/en/cptpp-membership-open-to-those-who-accept-free-and-fair-standards-japanese-minister/

3
Members of The Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership meet in Santiago, Chile [Photo]. (2019). CANZUK International. Retrieved from: https://www.canzukinternational.com/2019/05/cptpp.html

4
[Untitled illustration of Ando International garment factory worker]. (2012). Flickr. The International Labour Organization
Retrieved from: https://www.flickr.com/photos/iloasiapacific/10987492736/in/photostream/

5
Santos, A.J. (2017). Women factory worker [Photo]. Flickr. Retrieved from https://saigoneer.com/vietnam-news/11461-viet-nam-is-home-to-more-than-18m-unofficial-workers-report?fbclid=IwAR1hZRSvRmKYh3pb8rJkIAcb9QfzDyGU47MJvGOPBWfZnu4vtEJTQVn9Kkw

6
Trading Economics. Vietnam - Economic Indicators. (2019). Retrieved from https://tradingeconomics.com/vietnam/indicators

7
Coffrini, F. (2018). United Nations Human Rights Council [Photo]. Getty Images. Retrieved from
https://viettan.org/en/upr-2019-submission/

8
Vietnamese youth on their smartphones in Hanoi [Photo]. Shutterstock. Retrieved from
https://newnaratif.com/journalism/vietnams-social-media-battle/

9
[Untitled illustration of Mai Khoi at Oslo Freedom Forum in Taiwan]. (2018). Retrieved from
https://gobestvpn.com/news/vietnam-cybersecurity-law/

10
[Untitled illustration of Brotherhood for Democracy at sentence hearing]. Retrieved from
https://www.lrwc.org/ws/wp-content/uploads/2018/05/WireAP_93c1b2a3789f491d939ba11f70a971d4_16x9_992.jpg

11
Environmental activist Nguyen Ngoc Anh stands in court during his trial in Vietnam [Photo]. (2019). Getty Images. Retrieved from
https://www.msn.com/en-gb/news/uknews/vietnam-blogger-jailed-for-six-years-for-facebook-posts-calling-for-peaceful-protests/ar-AACvN9z?li=AA59G2

12
Vietnamese protesting in Ho Chi Minh City yesterday against a draft law that will grant firms land leases for up to 99 years in special zones, which some fear will be dominated by China [Photo]. (2018). Agence France-Presse.
https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/viet-police-halt-protests-against-new-economic-zones

13
[Untitled illustration of claimed territories of the South China Sea]. (2012). Retrieved from https://blogs.voanews.com/state-department-news/2012/07/31/challenging-beijing-in-the-south-china-sea/

14
[Untitled illustration of Vietnam proposed SAEZes]. Retrieved from
https://www.chinadialogue.net/article/show/single/en/11154-Public-criticism-pressures-Vietnam-to-back-down-on-new-economic-zones

15
Nguyen, W. (2018). Protest in Ho Chi Minh City on 10 June 2018 [Photo]. Retrieved from
https://newnaratif.com/journalism/freedom-assembly-trial-vietnam/

16
Protest in Ho Chi Minh City where demonstrators held a banner reading “No leasing land to China even for just one day” [Photo]. (2018). European Pressphoto Agency. Retrieved from
https://www.upi.com/Top_News/World-News/2018/06/11/Vietnamese-police-arrest-100-over-anti-China-protests/2741528746751/

17
Cooper, M. (2007). Hill tribe women at Muong Khuong market, Vietnam [Photo]. Flickr. Retrieved from
https://www.flickr.com/photos/locomotatravelphotos/3464456000/in/photostream/

18
Human Rights Watch. (2001). Jarai women in Plei Lao village, Gia Lai, where Mobile Intervention Police broke up an all-night prayer meeting in March 2001, fired on villagers— killing one—then burned the village church [Photo]. Retrieved from
https://www.hrw.org/news/2011/03/30/vietnam-montagnards-harshly-persecuted

19
Van Mol, B (2015). Heiner Bielefeldt, speciaal VN-rapporteur voor de vrijheid van religie en geloof [Photo]. Retrieved from https://www.demorgen.be/nieuws/geweld-in-naam-van-religie-is-geen-islamitisch-fenomeen-verre-van~b99959c5/

20
[Untitled illustration of general views of the destroyed montagnards of Dak son new life Hamlet in Vietnam]. (1967). Retrieved from https://defence.pk/pdf/threads/vietnam-war.148784/page-4

21
[Untitled illustration of Montagnard women and children]. Retrieved from https://www.pinterest.ca/pin/335518240960060540/?lp=true&fbclid=IwAR0whEl28BJBihACbR7IAbJ69JBwf-FiLJsUwgfOVzXt_oFUJLJMD57olAU

22
Cooper, M. (2007). Relaxing at home, Muong Khuong, Vietnam [Photo]. Flickr. Retrieved from https://www.flickr.com/photos/locomotatravelphotos/3464465464/in/photostream/

23
[Untitled illustration of Vietnamese prisoners]. Retrieved from https://laborrights.org/sites/default/files/publications/VN_Forced_Labor_Centers_wr.pdf

24
[Untitled illustration of Vietnamese factory workers]. Retrieved from https://laborrights.org/sites/default/files/publications/VN_Forced_Labor_Centers_wr.pdf

Notes en fin de texte

1. Sénat du Canada, (2018), Délibérations du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international – fascicule no 51, https://sencanada.ca/fr/Content/Sen/Committee/421/AEFA/51ev-54300-f.
2. Sénat du Canada, (2017), Les accords de libre-échange : un levier de prospérité économique, https://sencanada.ca/content/sen/committee/421/AEFA/Reports/FreeTradeReport_f.pdf.
3. Ibid.
4. Gouvernement du Canada, (2018), L'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) – Instruments impliquant le Canada, https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cptpp-ptpgp/text-texte/letters-lettres.aspx?lang=fra.
5. Ibid.
6. Organisation internationale du travail, (2019), Organisation internationale du travail – pays membres, https://www.ilo.org/public/english/standards/relm/country.htm.
7. Gouvernement du Canada, (2016), Texte du PTP consolidé – Chapitre 19 – Travail, https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/tpp-ptp/text-texte/19.aspx?lang=fra.
8. Ibid.
9. Ibid.
10. Sénat du Canada, (2018), Délibérations du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international – fascicule no 51, https://sencanada.ca/fr/Content/Sen/Committee/421/AEFA/51ev-54300-f.
11. Gouvernement du Canada, (2019), À propos de l'élimination des droits de douane dans le cadre du PTPGP, https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cptpp-ptpgp/tariff-elimination-droits_de_douane.aspx?lang=fra.
12. Sénat du Canada, (2018), Délibérations du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international – fascicule no 52, https://sencanada.ca/fr/Content/Sen/Committee/421/AEFA/52ev-54322-f.
13. Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, (2019), Examen périodique universel – Vietnam, https://www.upr-info.org/fr/review/Viet-Nam.
14. Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, (2019), À propos de l'EPU, https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/UPR/Pages/BasicFacts.aspx.
15. Assemblée générale des Nations Unies, (2018). National report submitted in accordance with paragraph 5 of the annex to Human Rights Council resolution 16/21, https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G18/443/06/PDF/G1844306.pdf?OpenElement.
16. Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, (2019). À propos de l'EPU, https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/UPR/Pages/BasicFacts.aspx.
17. Département d'État des États-Unis, (2015), Country Reports on Human Rights Practices for 2015, https://2009-2017.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/#wrapper.
18. Département d'État des États-Unis, (2019), 2018 Country Reports on Human Rights Practices : Vietnam, https://www.state.gov/reports/2018-country-reports-on-human-rights-practices/vietnam/%0A.
19. Internet World Stats, (2019), « Top 20 Countries With the Highest Number of Internet Users », https://www.internetworldstats.com/top20.htm.

20. Département d'État des États-Unis, (2015). Country Reports on Human Rights Practices for 2015, https://2009-2017.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/#wrapper.
21. Amnistie internationale, (2019), Viêt-Nam 2017/2018, https://www.amnesty.org/fr/countries/asia-and-the-pacific/viet-nam/report-viet-nam/.
22. Département d'État des États-Unis, (2015), Country Reports on Human Rights Practices for 2015, https://2009-2017.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/#wrapper.
23. Ministry of Information and Communications, (2019), Vietnam Internet Network Information Center, https://www.vnnic.vn/en?lang=en.
24. Amnistie internationale, (2019), Viêt-Nam 2017/2018, https://www.amnesty.org/fr/countries/asia-and-the-pacific/viet-nam/report-viet-nam/.
25. Human Rights Watch, (2018), Vietnam Events of 2018, https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/vietnam.
26. Département d'État des États-Unis, (2015), Country Reports on Human Rights Practices for 2015, https://2009-2017.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/#wrapper.
27. Département d'État des États-Unis, (2019), 2018 Country Reports on Human Rights Practices : Vietnam, https://www.state.gov/reports/2018-country-reports-on-human-rights-practices/vietnam/%0A.
28. Département d'État des États-Unis, (2015), Country Reports on Human Rights Practices for 2015, https://2009-2017.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/#wrapper.
29. Statista, (2019), « Internet user penetration in Vietnam from 2017 to 2023 », https://www.statista.com/statistics/975063/internet-penetration-rate-in-vietnam/.
30. Statista, (2019), « Internet user penetration in Vietnam from 2017 to 2023 », https://www.statista.com/statistics/975063/internet-penetration-rate-in-vietnam/.
31. E. Cole, S. Jobanputra, et T. S. McClelland, (19 juin 2018), « Vietnam Passes Sweeping Cybersecurity Law », Lexology, https://www.lexology.com/library/detail.aspx?g=bf125dbc-2b84-4443-8c71-098a5774476d.
32. Human Rights Watch, (2018), Vietnam Events of 2018, https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/vietnam [traduction].
33. D. Shira et K. Das, (2018), « Vietnam Approves New Law on Cybersecurity », Vietnam Briefing, https://www.vietnam-briefing.com/news/vietnam-approves-new-law-cybersecurity.html/.
34. Département du Commerce des États-Unis, (2018), Vietnam – Information and Communication Technologies, https://www.export.gov/apex/article2?id=Vietnam-Information-Technology.
35. (13 mai 2019), « At least 128 prisoners of conscience in Vietnam: Amnesty », Aljazeera, https://www.aljazeera.com/news/2019/05/128-prisoners-conscience-vietnam-amnesty-190513034714570.html.
36. A. Botting et E. Guillot, (2018), Vietnam's Law on Cybersecurity: Bad on Cybersecurity, Bad for Vietnam, Chambre de commerce des États-Unis, https://www.uschamber.com/series/above-the-fold/vietnam-s-law-cybersecurity-bad-cybersecurity-bad-vietnam.
37. (12 juin 2018), « Vietnam's cybersecurity law sparks concerns from businesses », Nikkei Asian Review, https://asia.nikkei.com/Politics/Vietnam-s-cybersecurity-law-sparks-concerns-from-businesses [traduction].
38. Gouvernement du Canada, (2016), Texte du PTP consolidé – Chapitre 14 – Commerce électronique, https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/tpp-ptp/text-texte/14.aspx?lang=fra

39. R. Cheng, (14 mars 2018), « Open E-Commerce Data Flows in the New Non-US TPP », Forbes, https://www.forbes.com/sites/roncheng/2018/03/14/open-e-commerce-data-flows-in-the-new-non-us-tpp/#65cae990663e.
40. Gouvernement du Canada, (2018), Partenaire du PTPGP : Vietnam, https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cptpp-ptpgp/countries-pays/vietnam.aspx?lang=fra.
41. E. Iasiello, (2018). Vietnam New Cyber Security Law, CyberDB, https://www.cyberdb.co/vietnam-new-cyber-security-law/.
42. Gouvernement du Canada, (2018), Partenaire du PTPGP : Vietnam, https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cptpp-ptpgp/countries-pays/vietnam.aspx?lang=fra.
43. (12 juin 2018), « Vietnam's cybersecurity law sparks concerns from businesses », Nikkei Asian Review, https://asia.nikkei.com/Politics/Vietnam-s-cybersecurity-law-sparks-concerns-from-businesses.
44. Front Line Defenders, (2019), Brotherhood For Democracy, https://www.frontlinedefenders.org/en/organization/brotherhood-democracy.
45. M. Hoa, (5 avril 2018), « Vietnam: Six members of Brotherhood for Democracy are facing trial in Hanoi », SBS, https://www.sbs.com.au/yourlanguage/vietnamese/en/audiotrack/vietnam-six-members-brotherhood-democracy-are-facing-trial-hanoi.
46. V. Ha et R. Finney, (26 mars 2018) « Online Vietnam Democracy Group Slams Government Move to Try Dissidents » Radio Free Asia, https://www.rfa.org/english/news/vietnam/group-03262018171256.html.
47. World Intellectual Property Organization, (1999), Penal Code, https://www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/en/vn/vn017en.pdf [traduction].
48. Amnistie internationale, (2018), Viêt-Nam. Le militant scandaleusement condamné à 12 ans d'emprisonnement doit être remis en liberté, https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/09/viet-nam-activist-given-disgraceful-12-year-jail-sentence-must-be-released/.
49. V. Ha et R. Finney, (12 septembre 2018), « Vietnamese Democracy Activist Sentenced to 12 Years in Prison », Radio Free Asia, https://www.rfa.org/english/news/vietnam/sentenced-09122018143950.html.
50. (12 décembre 2018), Vietnam seeks arrest of activist over Facebook posts, Reuters, https://www.reuters.com/article/us-vietnam-security/vietnam-seeks-arrest-of-activist-over-facebook-posts-idUSKBN1OB10Y.
51. Front Line Defenders, (2018), Eight Members of Brotherhood for Democracy Found Guilty and Sentenced, https://www.frontlinedefenders.org/en/case/eight-members-brotherhood-democracy-found-guilty-and-sentenced-1.
52. Human Rights Watch, (2018), Vietnam: Drop Long Prison Sentence Against Activist, https://www.hrw.org/news/2018/09/12/vietnam-drop-long-prison-sentence-against-activist.
53. The 88 Project, (2019), Profile: Tran Thi Xuan, https://the88project.org/profile/8/tran-thi-xuan/.
54. Front Line Defenders, (s.d.), Tran Thi Xuan, https://www.frontlinedefenders.org/en/profile/tran-thi-xuan.
55. Amnistie internationale, (2019), Viêt-Nam. Le nombre de prisonniers d'opinion a fortement augmenté, selon une nouvelle étude, https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/05/viet-nam-surge-number-prisoners-conscience-new-research-shows/.
56. Amnistie internationale, (2019), Viêt-Nam 2017/2018, https://www.amnesty.org/fr/countries/asia-and-the-pacific/viet-nam/report-viet-nam/.

57. (6 juin 2019), « Vietnam: Facebook user gets six-year jail for 'anti-state' posts », Aljazeera, https://www.aljazeera.com/news/2019/06/vietnam-facebook-user-year-jail-anti-state-posts-190606173722334.html.
58. (6 juin 2019), « EU demands release of jailed Vietnamese 'anti-state' critic », Deutsche Welle, https://www.dw.com/en/eu-demands-release-of-jailed-vietnamese-anti-state-critic/a-49093333.
59. H. Ellis-Petersen, (7 juin 2019), « Vietnam blogger jailed for six years for Facebook posts calling for peaceful protests », The Guardian, https://www.theguardian.com/world/2019/jun/07/vietnam-blogger-jailed-for-six-years-for-facebook-posts-calling-for-peaceful-protests [traduction].
60. V. Ha et R. Finney, (26 mars 2018), « Online Vietnam Democracy Group Slams Government Move to Try Dissidents », Radio Free Asia, https://www.rfa.org/english/news/vietnam/group-03262018171256.html.
61. V. Ha et R. Finney, (26 mars 2018), « Online Vietnam Democracy Group Slams Government Move to Try Dissidents », Radio Free Asia, https://www.rfa.org/english/news/vietnam/group-03262018171256.html.
62. Amnesty International, (2019), Viet Nam: Surge in number of prisoners of conscience, new research shows, https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/05/viet-nam-surge-number-prisoners-conscience-new-research-shows/, [traduction].
63. T. Nguyen, (14 janvier 2019), « Vietnam's Controversial Cybersecurity Law Spells Tough Times for Activists », The Diplomat, https://thediplomat.com/2019/01/vietnams-controversial-cybersecurity-law-spells-tough-times-for-activists/.
64. Freedom House, (2018), Freedom in the World 2018, https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/vietnam.
65. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, (1999), Penal Code, https://www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/en/vn/vn017en.pdf.
66. Thu Vien Phap Luat, (2005), Decree 38/2005/ND-CP of the Government regulating a number of measures to ensure public order, https://luatvietnam.vn/an-ninh-trat-tu/nghi-dinh-38-2005-nd-cp-chinh-phu-17055-d1.html.
67. Council on Foreign Relations, (2019), China's Maritime Disputes, https://www.cfr.org/interactives/chinas-maritime-disputes?cid=otr-marketing_use-china_sea_InfoGuide#!/chinas-maritime-disputes?cid=otr-marketing_use-china_sea_InfoGuide.
68. Z. Gao et B. Jia, (2013), « The nine-dash line in the south china sea: history, status, and implications » The American Journal of International Law, vol. 107, no 1, p. 98-124.
69. S. McDonell, (12 juillet 2016), South China Sea: Tribunal backs case against China brought by Philippines, BBC News, https://www.bbc.com/news/world-asia-china-36771749.
70. Z. Wang, (2015), « Chinese discourse on the "nine-dashed line" rights, interests, and nationalism », Asian Survey, vol. 55, no 3, 502-524.
71. D. Trang, (28 août 2018), « FAQs About the Special Economic Zones and Vietnam's SEZ Draft Bill », Thevietnamese, https://www.thevietnamese.org/2018/08/faqs-about-the-special-economic-zones-and-vietnams-sez-draft-bill/.
72. Ibid.
73. Ibid.
74. G. Nguyen, (11 juin 2018), « Vietnam detains 100 after anti-China economic zone protests turn violent », BBC News, https://www.bbc.com/news/world-asia-44436019.
75. Ibid.
76. V. Tran, (2018), « Freedom of Assembly On Trial in Vietnam » New Naratif, https://newnaratif.com/journalism/freedom-assembly-trial-vietnam/.

77. « Seventh session of 14th National Assembly begins », (2019), Vietnam News, https://vietnamnews.vn/politics-laws/520174/seventh-session-of-14th-national-assembly-begins.html#EKIilZXdM1ouiQfG.97.
78. H. David, (30 mai 2019), « Vietnam seeks to slow China inflows », Asia Times, https://www.asiatimes.com/2019/05/article/vietnam-seeks-to-slow-china-inflows/.
79. T.-M. Ho, (2019), « Rock. Fire. Blood. And, media reaction: A case study of the 2018 riot in Binh Thuan Province, Vietnam », https://osf.io/c37zb.
80. Assemblée générale des Nations Unies, (2015), Rapport du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, Heiner Bielefeldt,https://undocs.org/fr/A/HRC/28/66/Add.2.
81. D. Southerland, (23 octobre 2018), « An Update on The Montagnards of Vietnam's Central Highlands » Radio Free Asia, https://www.rfa.org/english/commentaries/vietnam-montagnards-10232018155849.html.
82. Minority Rights Group International, (2018), Vietnam Highlanders, https://minorityrights.org/minorities/highland-minorities/.
83. P. Rerat, (2001), « Les montagnards, peuples autochtones des hauts plateaux du Vietnam central », Cahier d'outre-mer, 54(214), p. 157–178.
84. Ibid.
85. Z. Tennant, (7 septembre 2015), « The Forgotten Army ...the story of forgotten victims of the Vietnam war », CBC News, https://www.cbc.ca/radio/thecurrent/mar-17-2014-1.2908450/the-forgotten-army-the-story-of-forgotten-victims-of-the-vietnam-war-1.2908453.
86. D. Southerland, (23 octobre 2018), « An Update on The Montagnards of Vietnam's Central Highlands », Radio Free Asia, https://www.rfa.org/english/commentaries/vietnam-montagnards-10232018155849.html.
87. Royaume-Uni, Home Office, (2018), Vietnam: Ethnic and religious groups, https://www.refworld.org/docid/5ac489f04.html.
88. Minority Rights Group International (2018), Vietnam Highlanders, https://minorityrights.org/minorities/highland-minorities/.
89. Royaume-Uni, Home Office, (2018), Vietnam: Ethnic and religious groups, https://www.refworld.org/docid/5ac489f04.html.
90. Human Rights Watch, (2011), Montagnard Christians in Vietnam: A Case Study in Religious Repression, https://www.hrw.org/report/2011/03/30/montagnard-christians-vietnam/case-study-religious-repression.
91. Ibid.
92. Missions Étrangères de Paris, (2010), L'asile donné par les Etats-Unis aux 900 Montagnards réfugiés au Cambodge ne va pas forcément mettre un terme à l'exode des Montagnards, https://missionsetrangeres.com/eglises-asie/2002-04-16-lasile-donne-par-les-etats-unis-aux-900.
93. S. Chalom, (8 août 2014), « Vietnam : les religions en danger », L'express, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/asie/vietnam-les-religions-en-danger_1565029.html.
94. Assemblée générale des Nations Unies, (2015), Report of the Special Rapporteur on freedom of religion or belief, Heiner Bielefeldt - Addendum - Mission to Viet Nam: Comments by the State on the report of the Special Rapporteur.
95. Ibid.
96. Assemblée générale des Nations Unies, (2015), Report of the Special Rapporteur on freedom of religion or belief, Heiner Bielefeldt - Addendum - Mission to Viet Nam: Comments by the State on the report of the Special Rapporteur, Tiré de https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G15/004/96/PDF/G1500496.pdf?OpenElement

97. Royaume-Uni, Home Office, (2018), Vietnam : Ethnic and religious groups, https://www.refworld.org/docid/5ac489f04.html.
98. United States Commission on International Religious Freedom, (2019), Vietnam, https://www.uscirf.gov/sites/default/files/Tier1_VIETNAM_2019.pdf.
99. Human Rights Watch, (2011), Vietnam: Montagnards Harshly Persecuted, https://www.hrw.org/news/2011/03/30/vietnam-montagnards-harshly-persecuted.
100. Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale, (2019), Vietnam, https://www.uscirf.gov/sites/default/files/Tier1_VIETNAM_2019.pdf.
101. I. Faux, (6 décembre 2016), « Vietnam's Law on Belief and Religion 'deeply flawed' », World Watch Monitor, https://www.worldwatchmonitor.org/2016/12/vietnams-law-on-belief-and-religion-deeply-flawed/.
102. Thu Vien Phap Luat, (2015), Criminal Law, https://thuvienphapluat.vn/van-ban/Trach-nhiem-hinh-su/Bo-luat-hinh-su-2015-296661.aspx.
103. L. Hunt, (12 janvier 2017), « Vietnam's Religious Law: Testing the Faithful », The Diplomat, tiré de https://thediplomat.com/2017/01/vietnams-religious-law-testing-the-faithful/.
104. Assemblée générale des Nations Unies, (2015), Rapport du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, Heiner Bielefeldt, https://undocs.org/fr/A/HRC/28/66/Add.2.
105. Human Rights Watch, (2011), Vietnam: Montagnards Harshly Persecuted, https://www.hrw.org/news/2011/03/30/vietnam-montagnards-harshly-persecuted.
106. Ibid.
107. Ibid.
108. Ibid.
109. Assemblée générale des Nations Unies, (2015), Rapport du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, Heiner Bielefeldt, https://undocs.org/fr/A/HRC/28/66/Add.2.
110. Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale, (2019), Vietnam, https://www.uscirf.gov/sites/default/files/Tier1_VIETNAM_2019.pdf.
111. Ibid.
112. (31 août 2018), « Thailand urged to release Montagnards », UCANews.com, https://www.ucanews.com/news/thailand-urged-to-release-montagnards/83215.
113. Amnistie Internationale, (2015), Le Cambodge doit mettre fin au renvoi forcé des Montagnards vietnamiens demandeurs d'asile vers leur pays d'origine, https://amnistie.ca/sinformer/communiques/international/2015/cambodge/cambodge-doit-mettre-fin-renvoi-force-montagnards.
114. Amnistie Internationale, (2018), Thailand Must Release Montagnard Asylum Seekers and Refugees Immediately, https://www.amnesty.org/fr/documents/asa39/9023/2018/fr/.
115. World Watch Monitor, (2018), « New religion-control law changes little in Vietnam after 1 year », https://www.worldwatchmonitor.org/2018/12/new-religion-control-law-changes-little-in-vietnam-after-1-year/.
116. David Akin, (2019), « Trudeau government struggles to balance human rights push with bid for security council seat », Global News, https://globalnews.ca/news/5399860/trudeau-freeland-human-rights-security-council/.

SENATE | SÉNAT
CANADA